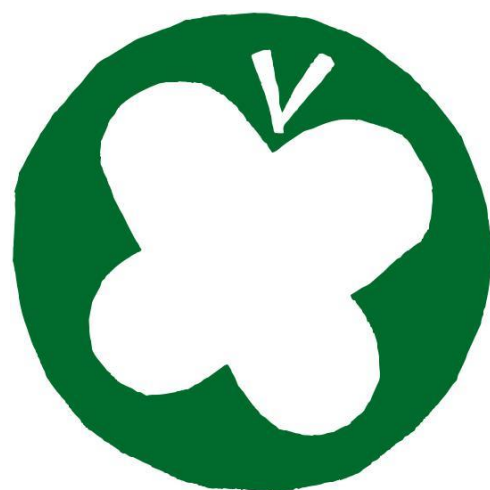


Plan B pour l'Europe

Programme électoral du Parlement européen 2019



**Partij voor
de Dieren**

Contenu

Introduction	3
1. Agriculture et nourriture	6
2. Droits des animaux	14
3. Environnement, climat et énergie	18
4. Économie	22
5. Plus de nature	25
6. Une Europe juste	28

Introduction

Plan B pour l'Europe

Les idées vertes et progressistes peuvent-elles aller de pair avec une attitude critique envers Bruxelles et Strasbourg ?

Tout à fait ! Et c'est absolument nécessaire. Parce que l'Union européenne fait tout ce qui est en son pouvoir pour susciter la sympathie des électeurs face aux mesures populaires telles que les appels pas chers, l'internet mobile et les bourses d'études européennes partout en Europe. Mais dans le même temps, l'UE ne prend aucune mesure contre la menace qui pèse sur notre avenir : le changement climatique. Nous avons le devoir moral d'éviter la crise climatique et de préserver la planète pour les générations futures. Pour les humains et les animaux. Bruxelles semble insuffisamment sentir ce devoir.

Collaborer pour plus de démocratie

La critique de l'Union européenne ne signifie pas que le Parti pour les Animaux est contre la coopération internationale. Ce n'est pas pour rien qu'il existe aujourd'hui 20 partis pour les animaux inspirés par le Parti pour les Animaux néerlandais. Au moins dix d'entre eux participent aux élections parlementaires européennes de mai. Ensemble avec eux, nous voulons changer l'Europe. Nous sommes toutefois très critiques à l'égard de la forme actuelle, non démocratique de l'Union européenne. De nombreuses personnes en Europe ont un sentiment inconfortable quant à l'influence de l'UE sur leur pays. Le durcissement des normes budgétaires de la zone euro, qui oblige les États membres à réduire les services publics tels que les soins de santé et l'éducation. Et avec les 2600 milliards d'euros de chèques non garantis que le président de la Banque européenne, Mario Draghi, a injectés dans le secteur financier européen, disant à la population que l'économie ira bien.

Le Parti pour les Animaux partage ce désagrément avec de plus en plus de citoyens. La coopération entre gouvernements démocratiques peut conduire à des améliorations pour les personnes, les animaux, la nature et l'environnement. Mais ce n'est pas ce que fait Bruxelles.

Les subventions agricoles et le libre-échange coûtent plus cher que nous le souhaitons

Dans l'Union européenne actuelle, il y a tout l'espace pour les méga-étables, les espèces végétales et animales sont en train de disparaître, la surpêche se poursuit sans relâche et les écosystèmes sont perturbés. Les plus gros coûts dans l'UE sont les énormes subventions accordées à l'agriculture et à la pêche depuis de nombreuses années. L'industrie du poulet de chair a mené des campagnes de promotion et la corrida est maintenue. Les mers sont vidées par la pêche aux dépens des contribuables. Les pays en développement sont en difficulté car des produits européens subventionnés, et donc extrêmement bon marché, font l'objet d'un dumping sur leurs marchés.

Les accords de libre-échange, tels que ceux conclus avec l'Ukraine, créent une fausse concurrence pour les agriculteurs européens avec des poulets de chair et des œufs de batterie. Et cela alors que les États membres perdent de plus en plus de leurs pouvoirs au profit de Bruxelles, sans y connaître les citoyens.

L'intégration économique était autrefois le moyen d'assurer la paix entre les pays ; maintenant, l'UE est devenue une machine technocratique au service des intérêts économiques à court terme. L'Europe vise aveuglément la croissance économique et prend le débat en otage des intérêts humains à court terme. L'UE réduit les citoyens aux consommateurs et aux contribuables, et les animaux aux biens de consommation.

L'UE nuit au bien-être des animaux

Une deuxième préoccupation pour le Parti pour les Animaux est la façon dont les eurocrates tentent de concrétiser leur rêve d'établir des États-Unis d'Europe, sans écouter ce que veulent les citoyens.

Cela signifie-t-il que tout ce que l'Union européenne fait est automatiquement mauvais ? Bien sûr que non. La coopération européenne peut être très utile.

Par exemple, en matière de protection des eaux, des réserves naturelles et des animaux sauvages par le biais de réglementations européennes, les Pays-Bas ont encore de grandes difficultés à se conformer aux normes européennes en matière de flore et de faune dans l'eau. L'UE a également pris des mesures dans le domaine du bien-être des animaux, telles que l'interdiction de poser des batteries de ponte et la limitation de l'utilisation de techniques d'appoint en pêche. Mais comparés à l'énorme industrialisation et à la montée en puissance de l'agriculture, que l'Europe a stimulée avec son objectif unilatéral d'augmenter la production, ce sont des lingettes très minces pour le saignement. La batterie de ponte traditionnelle peut être interdite, mais l'Europe pense qu'il est bon que les poules soient gardées en masse dans des cages "enrichies" : la batterie de ponte avec un papier peint. Et le traînage sans fin des animaux dans des camions de bétail surchargés est une conséquence directe du libre-échange vaincu.

En outre, la plupart des décisions prises dans l'intérêt des animaux, de la nature et de l'environnement ont été principalement prises dans les années 90, alors que l'UE ne comptait que 15 États membres. Avec vingt-huit États membres, pour la plupart conservateurs, les ambitions européennes de bonnes règles strictes en matière de bien-être animal, de la nature et de l'environnement ont presque complètement disparu.

Paralysie des ambitions

Après avoir été le moteur de bons accords mondiaux sur le climat, les objectifs climatiques très bas que l'Europe actuelle se fixe sont une triste illustration du manque d'ambition et de recherche de solutions. En bref, plus l'UE est grande, plus les règles européennes deviennent le plus petit dénominateur commun. Nous vivons dans une Europe du minimum. Le problème est que les États membres utilisent l'Europe comme excuse pour ne rien faire eux-mêmes. Comme on l'appelle dans le langage politique : "pas de responsables nationaux pour la politique européenne". De cette façon l'UE paralyse la politique au niveau national et supprime les ambitions ambitieuses des États membres. Dans certains cas, l'UE interdit même aux États membres de prendre des mesures tournées vers l'avenir.

Une nouvelle orientation, durable pour l'Europe

Donc, il faut un changement radical. Un nouveau cap pour l'Europe, avec d'autres formes de coopération européenne : c'est pour ça que le Parti pour les Animaux se bat au Parlement européen. Collaboration visant à la réalisation des idéaux : durabilité, compassion, liberté et responsabilité. Et pas sur la promotion des intérêts économiques à court terme. Le Parti pour les Animaux veut une Europe qui donne à la fois, aux hommes et aux animaux, la possibilité de mener une vie heureuse et bien remplie.

Une telle Europe est composée de pays indépendants qui décident démocratiquement de conclure des accords transfrontaliers. Qui partagent et mettent en accord les valeurs importantes qui se défendent - qui aident les uns les autres et qui y conforment. Dans une telle collaboration, les pays travaillent ensemble pour créer une meilleure société, en harmonie avec le cadre de vie. Cela n'est possible que si nous ne considérons plus la croissance économique comme un Saint Graal, mais travaillons à réduire notre empreinte écologique.

Nous devons parler du type de société que nous voulons, en fonction de quelles valeurs, de quel genre de vie nous voulons mener et comment nous pouvons nous-mêmes et permettre aux autres - êtres humains et animaux - de le faire, maintenant et à long terme. La société européenne préconisée par le Parti pour les Animaux place la durabilité et la compassion au-dessus des gains économiques à court terme. Il respecte la liberté et la vie privée de ses habitants et donne aux citoyens un rôle plus important dans la prise de décision que les banques, les multinationales et les lobbyistes bruxellois.

Le lièvre vert au marathon

Un parti comme le Parti pour les Animaux à l'instant encore petit, peut-il faire une différence dans l'Union européenne ? Oui c'est possible ! Dans l'Assemblée nationale néerlandaise, le Parti pour les Animaux a déjà prouvé qu'avec cinq sièges, il exerçait une influence disproportionnée sur le débat et pouvait ainsi initier un changement. C'est aussi comme ça en Europe. Puisque là aussi, le Parti pour les Animaux dénonce des problèmes dont personne ne parle. En tant que lièvre dans

le marathon, nous continuerons de stimuler, d'inspirer et de mettre au défi les autres de courir plus vite qu'ils ne pensaient possible. Notre critique de l'Union européenne dans sa forme actuelle est verte et progressive. Un nouveau phénomène opposé au nationalisme ou aux intérêts à court terme de l'homme, mais enraciné dans les intérêts de durabilité et de compassion de la planète. Avec un lièvre vert au marathon même l'Union européenne peut se mettre en mouvement. Juste un parti extraordinaire tel que le Parti pour les Animaux peut bouleverser Bruxelles et Strasbourg avec ses actions non conventionnelles, ses propositions audacieuses et son bruit contradictoire. Il y a un monde à gagner. Accrochez-vous à vos idéaux. Choisissez le Parti pour les Animaux.

1. Agriculture et nourriture

Agriculture saine, nourriture durable

L'agriculture n'est pas une industrie et les animaux ne sont pas des machines. L'agriculture d'avenir est principalement axée sur les aliments à base de plantes, exempte de poison, d'engrais artificiels ou de génie génétique, et contribue au maintien d'un écosystème sain. L'élevage actuel est intenable.

La politique agricole commune européenne a fait de nombreuses victimes au fil des ans ; les milliards d'animaux qui souffrent et meurent chaque année dans le secteur de l'élevage européen ; la nature et l'environnement qui ont été sérieusement affectés par l'utilisation à grande échelle de poison, d'engrais et d'eutrophisation. Les petites fermes ont été mises sur la route toujours plus impure. Tout cela au détriment du contribuable européen : chaque année, des dizaines de milliards d'euros sont dépensés en subventions agricoles dont bénéficient principalement les grandes entreprises.

S'il ne tenait qu'au Parti pour les Animaux, la politique agricole européenne sera complètement revue. Avec l'objectif ultime une agriculture écologique, respectueuse des animaux, produisant des aliments sains et pas dépendant des importations au détriment des hommes et des animaux. En outre, la réduction du nombre d'animaux dans l'élevage et le passage à un régime alimentaire davantage basé sur les légumes sont inévitables.

Agriculture

Abolir l'élevage intensif

L'élevage actuel est intenable. Plus de 7 milliards d'animaux sont détenus et abattus chaque année dans l'UE pour la production de viande, de produits laitiers et d'œufs. Outre de nombreuses souffrances chez les animaux, cela entraîne une charge environnementale considérable et de nombreux gaz à effet de serre et substances nocives sont émis. L'élevage contribue donc de manière significative au réchauffement de la planète et au déclin de la biodiversité.

- Les pays qui ne respectent pas les réglementations européennes en vigueur sur le bien-être des animaux seront sévèrement punis par des amendes et d'autres sanctions. Cela concerne, par exemple, la cueillette vivante d'oies et l'accostage de queues de porcelet.
- La production laitière sera plafonnée par la fixation d'une production maximale par hectare de pâturage. D'autres secteurs de l'élevage sont également liés à la terre.
- Les méga-étables et le bien-être des animaux ne vont pas ensemble. Il y aura une interdiction européenne sur l'établissement et le développement des méga-étables. L'Europe encourage la réduction du nombre d'animaux gardés.
- Il y aura des règles strictes en matière de sécurité incendie pour les étables et les bâtiments pour animaux existants et nouveaux : les animaux gardés doivent pouvoir fuir l'étable en cas d'incendie.

Espace pour fouiller

Les poules doivent pouvoir prendre des bains de poussière, les porcs doivent pouvoir fouiller et les vaches, les moutons et les chèvres devraient être dans le pré. Tant que les animaux sont élevés et mis à mort pour nous nourrir, les systèmes de production doivent être adaptés à leurs besoins et non l'inverse. Bien que l'Union européenne fixe un certain nombre d'exigences minimales en matière de bien-être pour le mode de gestion des animaux, celles-ci sont insuffisantes et sont utilisées par les pays comme prétexte pour ne pas imposer de règles plus strictes.

- Les animaux n'appartiennent pas derrière les barreaux ; l'utilisation de cages dans l'élevage sera interdite. En élevage, tous les animaux doivent pouvoir montrer leur comportement naturel.
- Tous les animaux auront l'option de libre parcours et disposeront d'un abri suffisant à l'extérieur. Ceci sera défini dans une directive.

- Les animaux auront suffisamment d'espace, de la paille et du matériel de distraction dans l'étable.
- Les vaches seront gardées dans des troupeaux familiaux. Les veaux ne seront plus enlevés à leur mère immédiatement après la naissance, mais ils seront autorisés à boire le lait qui leur est destiné.
- Il sera interdit de garder les veaux dans des cages avec un régime pauvre en fer pour la production de veau blanc.
- Les boxes de maternité dans lesquelles les cochons se tiennent entre les bars pendant des semaines seront interdites. Les truies auront la possibilité de nicher et de prendre soin de leurs porcelets.
- Des interventions douloureuses telles que la coupe du bec chez les poules, l'écornage des vaches, la castration de porcelets sans anesthésie, l'ablation de la queue de porcelet et la coupe des dents de porcelet toucheront à leur fin.
- L'Europe interdira immédiatement la production, le commerce et l'importation de foie gras (foie d'oie ou de canard).

Pas d'animaux de chair

Actuellement beaucoup d'animaux ont été élevés de telle sorte qu'ils ne peuvent plus se reproduire naturellement ou qu'ils grandissent extrêmement vite en peu de temps. Cela cause de graves problèmes de bien-être. Cela doit prendre fin.

- Il sera interdit de reproduire sur des caractéristiques extrêmes, telles que des taux de croissance extrêmes chez les poules et les porcs et une production extrême chez les vaches laitières et les truies reproductrices. Les poules pondeuses qui ne peuvent plus rester debout et les vaches de type culard qui ne peuvent pas accoucher naturellement seront des choses du passé.
- L'utilisation de méthodes de reproduction artificielles et souvent douloureuses chez certaines races qui ne peuvent plus se reproduire naturellement sera interdite.
- L'importation et le commerce de (produits d') animaux génétiquement modifiés et de leur progéniture seront interdits.
- Les règles européennes d'identification (obsolètes) qui rendent obligatoire le marquage d'oreille des animaux disparaîtront. Jusque-là, tous les objecteurs de conscience recevront une exemption par défaut.

Fin des abus dans les abattoirs et le transport des animaux

Lorsque les animaux sont transportés et abattus, ils doivent subir le moins de souffrances et de stress possible. Le Parti pour les Animaux veut mettre fin aux transports dégradants et aux souffrances des animaux au moment de l'abattage.

- Le transport des animaux ne doit pas durer plus de deux heures.
- Le transport d'animaux vivants à destination et en provenance de pays situés en dehors de l'Union européenne n'est plus autorisé.
- Le nombre de mouvements de transport par animal est en diminution. L'Union européenne oblige les États membres à introduire une taxe sur le transport d'animaux par kilomètre et à équiper les véhicules de transport de bétail d'un système de suivi GPS.
- Le contrôle et l'application des règles de transport européennes seront beaucoup plus stricts.
- Les animaux doivent être mieux protégés lors de l'abattage. Le Parti pour les Animaux souhaite que la surveillance par caméra dans les abattoirs soit établie dans toute l'Europe.
- Les animaux ne seront plus abattus selon des méthodes qui causent de grandes souffrances, telles que la méthode au bain-marie chez les poules et l'anesthésie au CO₂ chez les porcs.
- Aucun animal ne sera abattu ou tué sans anesthésie. L'abattage rituel ne sera pas non plus autorisé sans anesthésie.
- Il y aura une interdiction européenne d'importation et de commerce de la viande provenant d'animaux abattus sans anesthésie. L'étiquetage obligatoire s'applique tant que l'abattage anesthésique n'est pas encore interdit.

- La viande, les produits laitiers et les œufs seront clairement étiquetés et indiquent le lieu de naissance, de conservation et, dans le cas de la viande, l'abattoir. L'indication trompeuse de l'origine des produits d'origine animale sera une chose du passé.
- L'utilisation, la production, la vente et l'importation de l'hormone de fertilité « Pregnant Mare Serum Gonadotropin » (PMSG), pour laquelle les chevaux en gestation dans les « exploitations de sang » sud-américaines sont maltraités et volés, seront interdites dans les États membres de l'UE.

Santé des personnes et des animaux au premier plan

Grâce à la régionalisation, à l'élimination du transport à longue distance et à la réduction de l'élevage, nous réduisons les risques d'épidémie à grande échelle.

- La politique européenne de non-vaccination prendra fin et des mesures préventives adaptées aux animaux seront prises pour prévenir les épidémies de maladies animales.
- En cas d'apparition de maladies animales non mortelles, la norme est que les animaux puissent se contracter et se rétablir. Les animaux ne peuvent plus être tués pour des raisons purement économiques.
- Il y aura des règles strictes pour l'utilisation des antibiotiques dans l'élevage. L'application préventive d'antibiotiques cessera. Les ressources nécessaires aux humains ne s'appliquent plus aux animaux.
- Tirer sur des animaux sauvages pour prévenir des maladies animales telles que la peste porcine (africaine) ou la grippe aviaire est contre-productif ; les animaux blessés augmentent même les risques de propagation de maladies. Abattage par balle visant à prévenir la propagation de maladies animales sera interdite.
- L'Europe interdit l'établissement et l'expansion de fermes caprines. Les subventions de l'UE pour les éleveurs de chèvres seront supprimées.

Pêche

Limiter la pêche

Nos mers et nos océans sont gravement menacés. Une population de poissons sur trois en Europe est surexploitée. Dans les eaux méridionales telles que la Méditerranée, c'est même 90%.

En plus de nos "propres" eaux, les pêcheurs européens pillent également des zones de pêche situées en dehors de l'Europe, par exemple au large des côtes africaines.

Le Parti pour les Animaux veut se débarrasser de l'idée qu'un poisson ne vaut rien s'il n'est attrapé par l'homme. Nous voulons le respect de la valeur intrinsèque de la vie sous-marine et l'interdiction immédiate de la surpêche.

- La surpêche sera interdite. Ce n'est pas seulement le nombre de poissons, mais aussi la structure de la population totale qui sera prise en compte lors de la détermination des captures admissibles.
- 30% des eaux européennes seront désignées comme zones naturelles protégées, où la pêche ne sera plus autorisée.
- Là où les écosystèmes et les stocks de poissons sont en mauvais état, un moratoire sur la pêche sera instauré pour donner à la nature une chance de se rétablir. Une interdiction de capture sera introduite à court terme pour les espèces les plus vulnérables telles que les anguilles, le cabillaud et le thon.
- L'UE réduit la surcapacité de la flotte de pêche.
- Le Parti pour les Animaux veut abolir immédiatement les subventions à la pêche. La capacité de pêche des territoires d'outre-mer de l'UE ne sera pas augmentée.
- L'étourdissement du poisson immédiatement après sa capture et avant son abattage devient une pratique courante à bord de tous les navires de pêche. Les méthodes de pêche et de mise à mort associées aux souffrances à long terme du poisson seront interdites.
- Les techniques de pêche destructives seront terminées. Les chalutiers monstres, les usines de pêche flottantes, la pêche hauturière et les chaluts à perche détruisant les fonds marins à l'aide de chaluts feront partie du passé.

- La pêche au chalut à légumineuses, qui consiste à chasser les poissons démersaux dans les filets de pêche au moyen de coups puissants, est une technique particulièrement hostile aux animaux qui peut gravement blesser les poissons. En outre, la technologie provoque toujours des dommages sur les fonds marins. C'est pourquoi l'UE impose l'interdiction du chalutage à légumineuses.
- Les accords existants en matière de lutte contre les pratiques de pêche néfastes seront strictement respectés. L'interdiction de mettre les poissons capturés en mer afin de pouvoir capturer des poissons plus attractifs sur le plan commercial (haute classification) est strictement contrôlée, notamment via des caméras ou une surveillance à bord aux dépens du secteur.
- Les bateaux de pêche d'armateurs ne respectant pas les règles sont chaînés.
- L'UE réduira considérablement les prises accessoires en interdisant les méthodes de pêche non sélectives. Les prises accessoires seront enregistrées et débarquées, après quoi elles seront réglées avec les quotas de capture, qui seront ensuite ajustés à la baisse.
- Les méthodes de pêche impliquant des prises accessoires d'oiseaux de mer, de mammifères marins et de tortues seront interdites.
- Le Parti pour les Animaux veut se débarrasser de l'utilisation de filets maillants et de filets dérivants. Les marsouins, entre autres, restent coincés dans ces murs suspendus ou flottants, ce qui les étouffe.

Pas de pisciculture

Les piscicultures constituent une nouvelle bio-industrie et ne résolvent pas non plus le problème de la surpêche : de nombreux poissons d'élevage sont nourris avec des poissons capturés dans la nature. Ils ne sont pas durables et loin d'être respectueux des animaux.

- Il n'y aura pas de nouvelles fermes piscicoles, tant que le bien-être du poisson ne peut pas être garanti et que le poisson est alimenté avec des poissons sauvages capturés.
- Pour les piscicultures existantes, il y aura un test sur le bien-être animal et la durabilité. Les fermes qui ne répondent pas aux exigences de bien-être animal et de durabilité ne recevront pas de nouveau permis.
- L'étourdissement du poisson avant l'abattage deviendra la procédure standard dans les exploitations piscicoles.
- Il y aura des règles strictes pour l'utilisation des antibiotiques. L'application préventive d'antibiotiques cessera.

Bien-être des invertébrés marins

Les homards, les crabes et les autres invertébrés marins ne sont protégés par aucune loi de l'Union européenne. Et pourtant il est de plus en plus évident que les invertébrés marins ressentent et peuvent éprouver de la douleur.

- La cuisson vivante de homards, crabes et crevettes sera interdite.
- Les homards et les crabes ne peuvent plus être vendus vivants.
- La convention européenne sur la protection des animaux d'élevage sera étendue de sorte qu'elle soit également valable pour les invertébrés pouvant ressentir de la douleur.

International

Agriculture durable pour un monde équitable

Notre façon de consommer et de produire en Europe a un impact direct sur la vie des personnes et des animaux dans les autres pays. Dans leur quête de denrées alimentaires et de biocarburants bon marché, les pays occidentaux sont de plus en plus coupables d'accaparement de terres. Le Parti pour les Animaux souhaite une politique agricole qui ne nuise pas aux pays en développement.

- Les subventions européennes à l'agriculture et à la pêche disparaîtront. Cela redonne des opportunités aux agriculteurs des pays en développement.

- Les accords de pêche entre l'UE et les pays tiers sont des accords de vol et ne seront plus conclus.
- L'Europe aide les pays en développement à lutter contre le braconnage de poissons, mais plus en échange de l'accès aux eaux de pêche par la flotte de pêche européenne.
- Des accords stricts seront conclus pour lutter contre l'accaparement des terres.
- Les mêmes exigences environnementales et de bien-être animal devraient s'appliquer aux produits provenant de l'extérieur de l'Union européenne et aux produits situés dans l'UE. Les producteurs des pays en développement recevront de l'aide pour répondre aux exigences européennes et transformer leurs matières premières en produits de haute qualité.
- Les importations massives de soja (gentech) et de maïs (gentech) pour l'alimentation animale cesseront.
- Le bien-être animal sera reconnu par l'Organisation mondiale du commerce comme un critère permettant aux pays d'interdire l'importation de produits (non respectueux des animaux).

La durabilité assure la sécurité alimentaire

Les populations des pays en développement sont directement dépendantes de la qualité de leur environnement pour leur nourriture : sol fertile, eau potable, biodiversité et présence d'autres ressources nécessaires. L'Union européenne ne peut pas mettre cela en danger.

- Pour lutter contre les effets du changement climatique et mettre un terme à la désertification, l'UE s'engagera à restaurer les écosystèmes et à protéger la nature existante.
- L'UE cessera de promouvoir et d'exporter des systèmes d'agriculture industrielle tels que les méga étables, les engrais, le poison agricole et les plantes génétiquement modifiées (GM). Au lieu de cela, des investissements seront faits dans l'agriculture régionale, agro-écologique et dans les infrastructures régionales.
- Les connaissances scientifiques, les nouvelles techniques et le matériel de départ pour une agriculture durable (comme les semences) sont essentiels au développement durable. L'UE s'emploiera activement à faire en sorte que les brevets et autres obstacles ne rendent pas ces choses inaccessibles aux populations des pays en développement. Les brevets sur la vie ne seront pas accordés.

Nourriture

Arrêt du gaspillage alimentaire

On en cultive plus que nécessaire dans le monde pour nourrir la population mondiale, mais trop de nourriture est gaspillée. Le plus gros gaspillage alimentaire consiste à nourrir les animaux avec des aliments qui conviennent également à l'homme. Si nous voulons partager les aliments équitablement, nous devons manger moins de produits d'origine animale et davantage de produits à base de plantes. Dans l'intérêt des animaux, de la nature et de l'environnement - mais aussi pour notre propre santé.

- Les céréales et les huiles végétales ne seront plus utilisées comme aliments pour animaux dans l'industrie du bétail.
- Le Parti pour les Animaux veut que l'Union européenne soutienne fermement le développement de substituts de viande, de poisson et de produits laitiers.
- Nous voulons que le big bang avec de la viande bon marché disparaisse des rayons et qu'un prix équitable soit payé pour le lait et les œufs.
- Selon le principe du pollueur-payeur, l'UE révisera sa directive TVA : il deviendra possible de fixer un taux bas pour les aliments durables et un taux élevé pour les produits associés aux dommages environnementaux et aux souffrances des animaux.
- L'Europe ne contribuera pas aux campagnes publicitaires pour la viande ou les produits laitiers.

- La gamme de restaurants dans les institutions européennes est désormais en principe végétale. Quiconque veut manger de la viande ou du poisson est libre de le faire, mais doit l'indiquer lui-même. Il n'y aura plus de place au menu pour le foie gras ou les espèces menacées telles que l'anguille.
- Les aliments reçoivent une étiquette claire avec des informations sur le bien-être des animaux, les aspects sanitaires et l'empreinte écologique. De cette manière, les consommateurs peuvent faire un choix plus responsable.
- De nombreuses règles européennes sur les dates de conservation et les caractéristiques externes des aliments encouragent le gaspillage alimentaire. Les citoyens recevront de bonnes informations sur le stockage et la durée de conservation des aliments, de sorte que moins de déchets finissent à la poubelle.
- L'Europe encouragera le développement de l'agriculture urbaine et des forêts vivrières.
- L'utilisation de biocarburants a un grand impact négatif sur le climat et l'environnement. L'UE mettra fin au mélange obligatoire de biocarburants et empêche la production ou l'importation de cultures vivrières en tant que (bio) carburant.

Un marché sain pour une alimentation saine

La valeur de la nourriture durable et honnête devrait être reflétée dans le prix que nous payons pour cela. Maintenant, le prix réel de la nourriture est dissimulé par des millions de subventions, donnant aux consommateurs l'idée que la nourriture est bon marché. Les coûts réels de l'agriculture intensive et l'impact sur l'environnement sont dissimulés au citoyen. Il est nécessaire de passer à un système alimentaire durable dans lequel l'agriculteur reçoit un bon prix pour un produit de qualité.

- La politique agricole commune sera en cours de réforme en profondeur. La subvention d'un million de dollars que reçoivent actuellement les agriculteurs touchera à sa fin. Le budget sera utilisé pour permettre aux agriculteurs de passer à l'agriculture écologique puis il sera aboli. Les produits végétaux biologiques bénéficieront d'un soutien afin que les agriculteurs puissent bien gagner leur vie, même sans subvention à long terme.
- Ces dernières années, l'Europe a dépensé des millions d'euros en taxes supplémentaires pour stocker de la viande de porc surproduite. La production d'excédents de viande, d'œufs et de produits laitiers est inadmissible. Les programmes d'achat et les programmes de subvention prendront fin.
- Les fonds européens ne seront plus utilisés pour des recherches visant à intensifier l'agriculture non durable et l'élevage.
- Plus aucune subvention n'ira à la corrida ou à d'autres traditions où les animaux sont utilisés.
- Les agriculteurs et les horticulteurs recevront un prix équitable pour leurs produits. Le pouvoir d'achat des supermarchés et des grands producteurs sera restreint.
- Le Parti pour les Animaux demande à l'Europe de lutter contre les pratiques frauduleuses transfrontalières dans la chaîne alimentaire. Les négociants en produits alimentaires soupçonnés de fraude ne seront plus autorisés à mener des activités liées à la chaîne alimentaire dans aucun pays de l'UE.

À bas le poison agricole

Les légumes, les céréales, les légumineuses et les fruits constituent la base d'une bonne nutrition. Là aussi, il est nécessaire de passer à des méthodes de production sûres et durables. La culture d'aliments végétaux ne devrait plus dépendre d'un engrais artificiel.

Nous voulons nous débarrasser des poisons agricoles : ceux-ci tuent les insectes et autres animaux essentiels à la fertilité du sol. Par exemple, l'utilisation de poison entraîne une diminution du nombre d'oiseaux de pré. En outre, l'utilisation de toxines constitue une menace pour notre eau potable et nos eaux de surface ; et donc pour la santé humaine et animale.

- L'utilisation d'engrais et de poisons agricoles sera considérablement réduite. Les poisons tels que le glyphosate et les néonicotinoïdes (qui causent la mort des abeilles) seront totalement interdits. L'Europe n'autorisera plus l'extension automatique de l'utilisation de poisons agricoles.

- L'UE soutient le développement de méthodes de protection des cultures alternatives sûres.
- Les frontières de champs seront introduites le long des champs qui favorisent la biodiversité.
- Tant que l'agriculture ne sera pas encore libérée du poison, les résidents d'entreprises arables et horticolas seront rigoureusement protégés contre toute exposition aux pesticides chimiques. Il y aura des zones exemptes de pulvérisation entre les champs aspergés de poison et les maisons, les écoles et les zones de loisirs. La pulvérisation sera également interdite sur les routes et les chemins publics fréquentés par les piétons et les cyclistes.
- Les États membres sont libres d'interdire eux-mêmes les substances toxiques si Bruxelles ne le fait pas.
- Les variétés animales et végétales et les diversités ne peuvent pas être la propriété de sociétés. Notre offre de nourriture ne peut pas venir dans les mains des monopoleurs. Les brevets sur les formes de vie seront interdits.
- Les droits d'obteneurs (le droit des agriculteurs et des opérateurs de cultiver avec des semences de leurs propres plantes) sont importants pour la diversité des cultures vivrières et seront renforcés. Les agriculteurs et les opérateurs doivent pouvoir utiliser librement l'agro-biodiversité existante sans que les brevets ne rendent cela impossible.
- Les règles d'enregistrement ne doivent pas entraver le libre échange des semences. Les intérêts des petits agriculteurs et des horticulteurs, la sécurité alimentaire et la diversité des cultures devraient être primordiaux. Le développement de variétés et de cultures biologiquement résilientes sera soutenu par l'UE.

Europe sans OGM

Le Parti pour les Animaux lutte pour une Europe sans OGM. Les cultures rendues résistantes aux poisons agricoles, tels que le soja et le maïs génétiquement modifiés, utilisant des gènes génétiquement modifiés ont fortement encouragé l'utilisation de pesticides toxiques. De plus, les manipulations génétiques constituent une menace pour les cultures conventionnelles et biologiques, car les cultures génétiquement modifiées peuvent se mélanger à la variété naturelle. Cela rend un choix libre pour la culture sans OGM à long terme impossible.

- L'Europe ne cultive pas de cultures génétiquement modifiées (y compris crispr-cas et cisgenesis) et ne les importe pas non plus. L'Europe ne devrait pas forcer les États membres à autoriser la culture de plantes génétiques sur leur territoire.
- L'étiquetage obligatoire de la viande, des produits laitiers et des œufs d'animaux nourris avec des cultures génétiquement modifiées sera introduit.
- Les nouvelles études de techniques d'élevage seront soigneusement évaluées quant à leur impact sur les hommes, les animaux, l'environnement, la nature, la sécurité alimentaire et la sécurité alimentaire.
- Les régions et les pays qui se déclarent exempts d'OGM bénéficieront d'un soutien et d'une assistance.

Les perturbateurs hormonaux sont interdits

Les substances perturbatrices des hormones (PE) sont des substances chimiques qui perturbent l'équilibre hormonal des humains et des animaux.

Ils ont une influence sur la fertilité, ont un effet sur le développement des enfants (à naître) et peuvent causer des maladies, notamment le cancer. Étant donné que de nombreux produits perturbent les hormones, des tickets de caisse aux emballages des aliments, il est presque impossible de se protéger.

Le Parti pour les Animaux veut réduire autant que possible l'utilisation des perturbateurs hormonaux et, au bout du compte, les interdire complètement.

- Les pesticides chimiques ayant un effet perturbateur hormonal seront retirés du marché et ne pourront plus être utilisés, non plus à titre exceptionnel.
- L'UE retirera du marché tous les perturbateurs endocriniens non sécurisés le plus rapidement possible. Il y aura des contrôles stricts sur l'utilisation de perturbateurs hormonaux et sur les produits importés contenant (éventuellement) ces substances.
- Tant que les perturbateurs endocriniens n'ont pas été éliminés, les fabricants et les producteurs seront tenus d'indiquer clairement sur l'étiquette quels perturbateurs endocriniens ont été incorporés dans le produit.

Test indépendant de substances

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (AESA) joue un rôle décisif dans le processus d'autorisation des pesticides, des perturbateurs endocriniens et des cultures génétiquement modifiées.

- L'AESA sera réformée afin de fonctionner de manière transparente et totalement indépendante de la politique et des entreprises. Les avis et les documents sous-jacents de l'AESA deviendront publics.
- Les pesticides, les perturbateurs endocriniens et les cultures génétiquement modifiées ne seront plus testés par les producteurs, mais par des scientifiques et des laboratoires indépendants. Le producteur qui demande l'approbation paie pour cette inspection indépendante.
- Les tests sur les animaux ne seront pas autorisés lors de tests de nouvelles substances et produits à admettre.

2. Droits des animaux

Les animaux sont des êtres vivants et non des gadgets, des jouets ou des accessoires, et non un produit ou un moyen de divertissement humain. Les animaux méritent une bonne protection. Cela commence par reconnaître leurs droits et respecter leur nature et leurs besoins. Cela fixe des limites aux fins pour lesquelles les animaux peuvent être utilisés.

L'Union européenne reconnaît les animaux depuis 1992 en tant qu'êtres dotés de sensibilité et de conscience. Mais en même temps, l'Europe place les coutumes religieuses et culturelles - telles que la corrida - au-dessus des intérêts des animaux. Dans l'UE les intérêts du marché l'emportent également sur ceux des animaux. L'augmentation de la production reste l'objectif le plus important de la politique agricole européenne. Dans la pratique quotidienne, les animaux en Europe ont principalement le statut de produits ou de marchandises.

La souffrance animale dans l'UE est massive et grave. Outre les milliards d'animaux morts chaque année dans le secteur de l'élevage, en Europe il est toujours autorisé à élever et à tuer des animaux pour leur fourrure, un produit de la mode inutile et cruel. Chaque année, des dizaines de millions de visons, de renards, de chinchillas et de lapins sont victimes. En Espagne et en France les taureaux sont torturés pour se divertir grâce à un financement de l'UE. Partout en Europe, y compris dans notre pays, les dauphins et autres mammifères marins croupissent dans les delphinariums. Et plus de douze millions d'animaux sont utilisés chaque année en Europe comme animaux d'essai.

Le Parti pour les Animaux veut se débarrasser de l'automatisme selon lequel les animaux peuvent être utilisés à n'importe quelle fin. L'Europe doit devenir beaucoup plus réservée dans l'utilisation des animaux. Les divertissements, les sports, la publicité et la mode ne sont pas de bonnes raisons d'utiliser, de blesser ou de tuer des animaux. Aux Pays-Bas et en Europe, le Parti pour les Animaux est le moteur et le défenseur d'une meilleure protection des animaux. Pour cette protection, l'Europe devrait également se renforcer au-delà de ses frontières. Dans les contextes internationaux - tels que les Nations unies - nous voulons que l'UE soit un ardent défenseur du bien-être animal.

Beaucoup moins d'expériences animales

Un grand nombre des expériences actuelles dans lesquelles des animaux sont utilisés comme instruments de mesure sont superflues ou absurdes. De plus en plus de scientifiques le pensent aussi. A certains égards les animaux ressemblent à des êtres humains, mais en raison des grandes différences de biologie, les résultats des expériences sur animaux ne peuvent pas toujours être bien adaptés à l'homme. Parallèlement, des développements prometteurs ont été réalisés ces dernières années, combinant des techniques TIC avec la culture cellulaire et la culture tissulaire. De cette manière, les techniques sans expériences animales fournissent des meilleures connaissances plus fiables sur la santé humaine et animale. Toutefois, l'expérience animale s'applique toujours comme norme de référence et, dans de nombreux cas, il est toujours obligatoire. Même si ce n'est pas nécessaire. Le Parti pour les Animaux demande à l'Union européenne d'encourager vivement la recherche et les méthodes de test sans animaux de laboratoire tout en limitant l'utilisation d'animaux de laboratoire, par le biais de critères et de tests plus stricts. De cette manière, nous pouvons réduire les tests sur les animaux et éventuellement les supprimer.

- Le Parti pour les Animaux demande une augmentation substantielle du seuil requis pour effectuer des tests sur les animaux. Une étude bibliographique approfondie préalable au test deviendra une exigence standard. Les demandes d'expériences ne servant pas de raisons importantes, telles que les allégations de santé relatives aux aliments, ne seront pas approuvées.

- Les tests sans animaux de laboratoire sont utilisés pour tester les vaccins. Là où ces tests manquent encore, ces méthodes de test sans animaux de laboratoire sont en cours de développement.
- La manipulation génétique d'animaux sera interdite. Ceci s'applique également à la technique dite crispr-cas.
- L'Europe investit massivement dans des méthodes de recherche et d'essai sans animaux.
- Nous souhaitons une accélération majeure de la validation des méthodes de recherche et d'essai sans animaux laboratoire, de manière à ce qu'elles puissent être appliquées n'importe où en Europe.
- Un échange de données obligatoire sera introduit pour empêcher la répétition des tests sur les animaux. Les entreprises, les hôpitaux, les universités et autres institutions du savoir seront tenus de partager toutes les données sur l'utilisation des animaux. Si les entreprises ne le souhaitent pas à cause d'informations sensibles, elles doivent enquêter ou effectuer ces tests sans utiliser d'animaux.
- L'Europe s'est engagée à respecter scrupuleusement l'interdiction des produits cosmétiques testés sur les animaux. En outre, l'UE s'est engagée à une interdiction mondiale.
- L'utilisation de primates dans des expériences sur des animaux disparaîtra le plus rapidement possible dans l'UE.
- L'élevage et la mise à mort d'animaux de laboratoire excédentaires prendront fin.

Interdire la fourrure

Après de longues campagnes mondiales d'organisations de protection des animaux, l'UE a restreint le commerce de certaines espèces de fourrures : il est désormais interdit d'importer de la fourrure de chien, de chat et de phoque. Mais en Europe même, de nombreux animaux sont encore élevés et tués pour leur fourrure. Le Parti pour les Animaux veut que toute production de fourrure soit arrêtée.

- L'élevage et la mise à mort d'animaux pour leur fourrure sera interdit. Les fermes à fourrure européennes sont en train de fermer.
- L'Europe fermera les frontières pour les fourrures extérieures à l'UE.
- Pour de nombreux vêtements, il est encore difficile de savoir s'il contient ou non de la fourrure. Tant que l'interdiction de la vente de fourrure n'est pas encore en vigueur, une étiquette sera requise pour tous les produits incorporant de la fourrure contenant des informations sur l'origine de la fourrure et la souffrance de l'animal atteint par le produit.
- Les lobbyistes de l'industrie de la fourrure ne seront plus autorisés à organiser des expositions sur la fourrure au Parlement européen.

La culture n'est pas une excuse pour la souffrance animale

La vie et le bien-être des animaux sont plus importants que les divertissements, les traditions ou les coutumes dont les animaux sont victimes. Les traditions et les réglementations religieuses s'arrêtent là où commence la souffrance animale. Nous voulons que les animaux de l'Union européenne ne souffrent plus de traditions, de rituels ou de divertissements.

- Dans les traités européens, les intérêts des animaux ne jouent plus un rôle secondaire à la culture et à la religion.
- La corrida sera interdite. Tant que cette interdiction ne sera pas encore entrée en vigueur, aucune subvention européenne ne sera accordée à cette industrie cruelle.
- Il y aura une interdiction européenne d'utilisation d'animaux dans les cirques et les delphinariums.

Les zoos deviendront des refuges

Exposer des animaux est une pratique dépassée. De plus, les animaux d'un zoo ne peuvent montrer que de manière limitée leur comportement naturel. Cela conduit souvent à un comportement apathique et anormal et, en outre, des animaux en bonne santé qu'un zoo ne peut pas utiliser ou trouve trop coûteux sont tués. Le Parti pour les Animaux trouve cela inacceptable et veut changer la fonction des zoos. Les intérêts des animaux sont au centre des préoccupations au lieu du divertissement des visiteurs.

- Le nombre de zoos en Europe sera diminué. Les zoos qui ne respectent pas les règles européennes convenues fermeront. Les zoos vont plutôt se concentrer sur les soins aux animaux qui ne peuvent pas rester dans leur habitat d'origine ou qui ne peuvent pas y être remis.

- Les conditions de vie naturelles seront approchées autant que possible pour l'hébergement des animaux dans les zoos. Il n'y a plus de reproduction avec des animaux dans les zoos.
- Les delphinariums seront fermés. Seuls les soins et la relocalisation des mammifères marins dépendants peuvent encore être l'objectif de maintenir ces animaux en captivité.
- Des mesures sont prises contre les zoos mutilant les animaux, afin que ceux-ci ne puissent plus afficher leur comportement naturel, tels que couper les ailes des oiseaux, arracher les dents ou les griffes des prédateurs.

Pas de sport aux dépens des animaux

Le Parti pour les Animaux trouve que le sport ou les loisirs ne doivent pas être au détriment de la santé et du bien-être des animaux.

- L'Europe interdit les compétitions où les lièvres sont chassés et déchirés par des lévriers (coursings).
- Les paris pendant les compétitions avec des animaux, comme les courses de chiens et les courses de chevaux, prendront fin.
- Les vols de compétition avec des pigeons ne seront plus autorisés.
- L'utilisation de méthodes et de ressources d'entraînement néfastes est interdite, comme dans le sport équestre.
- Les marchés de chevaux, où les chevaux restent souvent immobiles pendant des heures et sont exposés aux fêtards et aux bruits forts, seront interdits. L'ablation des queues de chevaux s'achèvera.
- Le Parti pour les Animaux demande l'interdiction des voyages de chasse dans lesquels des espèces en danger ou protégées peuvent être tuées. Non seulement l'organisation ou l'offre de ces voyages devrait être interdite, mais aussi la participation à ces voyages.

Le bien-être des animaux domestiques au premier plan

À l'heure actuelle, il n'y a guère de conditions quant au l'élevage d'animaux en Europe. Les animaux qui ne conviennent absolument pas comme animaux de compagnie, tels que les kangourous ou les ratons laveurs, peuvent être gardés et échangés en toute impunité. Le Parti pour les Animaux veut s'en débarrasser. Nous nous sommes engagés à assurer une bonne protection des animaux domestiques en Europe.

- Il y aura une courte liste positive européenne, qui contient des animaux aptes à être gardés comme animaux domestiques. Les animaux qui ne figurent pas sur cette liste ne peuvent plus être gardés ni échangés.
- Nous voulons mettre fin au traitement barbare des chiens et des chats errants en Europe. Un plan d'approche sera mis en place pour réduire les problèmes des animaux errants d'une manière appropriée et respectueuse des animaux. L'UE soutient des projets visant à capturer, à stériliser ou à castrer des animaux errants et à les replacer.
- L'élevage à grande échelle du plus grand nombre possible d'animaux de compagnie pouvant être vendus via Internet et les animaleries (usines à chiots) sera interdit. Les usines à chiots et le commerce malhonnête d'animaux (de compagnie) feront l'objet de mesures sévères. Il y aura une obligation de puce européenne pour les chiens et les chats et un système d'enregistrement européen obligatoire pour tous les animaux domestiques. De cette manière, nous combattons les éleveurs d'animaux malhonnêtes et en même temps nous veillons à ce que les animaux disparus puissent être retrouvés.
- Le Parti pour les Animaux demande des conditions minimales pour l'hébergement et les soins des animaux domestiques. Le logement solitaire d'animaux sociaux sera interdit, de même que la vente de bols et de cages trop petites.
- L'Europe lutte contre l'élevage d'animaux de compagnie présentant des caractéristiques physiques extrêmes et d'autres troubles héréditaires. L'élevage (en ligne) de "chats esthétiques" et de chiens de race sera terminé. La consanguinité sera interdite dans l'élevage.
- Le nombre de canaux de vente d'animaux sera limité afin d'empêcher les achats impulsifs. La vente d'animaux via Internet (Facebook), les jardinerie, les marchés et les foires sera interdite.
- L'Europe interdit l'ablation des oreilles et des queues.

International

Défendre le bien-être des animaux

La souffrance animale est énorme dans le monde entier. En dehors de l'Europe, plus de 60 milliards d'animaux sont gardés et abattus chaque année - la grande majorité d'entre eux vivent dans des conditions déplorables. Le nombre d'animaux dans l'industrie des animaux de laboratoire et de la fourrure se chiffre en dizaines de millions. D'innombrables animaux sont victimes de la chasse, du braconnage ou d'un divertissement cruel - ces derniers se trouvant souvent dans le secteur touristique. L'UE peut intervenir dans les forums et contacts internationaux en agissant en tant que défenseur du bien-être des animaux.

- L'UE prendra activement des mesures pour faire adopter une déclaration universelle sur le bien-être des animaux aux Nations unies.
- Le Parti pour les Animaux demande à l'UE et à ses États membres d'utiliser leurs voies diplomatiques pour lutter contre les formes graves de souffrance animale - telles que les ours gardés pour la bile et le "festival du chien Yulin" en Chine et le massacre de baleines et de dauphins par le Japon.
- Le bien-être animal occupera une véritable place dans les programmes européens d'aide, de développement et de durabilité.
- Dans les accords ou les traités conclus avec des pays extérieurs à l'UE, le bien-être des animaux sera l'un des critères explicites.
- L'UE ne conclut pas de nouveaux traités ou accords avec des pays qui chassent encore des baleines et / ou d'autres mammifères marins, que cette chasse soit conduite à des fins commerciales ou sous le prétexte de "recherche scientifique".

3. Environnement, climat et énergie

Notre planète nous fournit de l'air pur, de l'eau, des plantes et des ressources. Si nous gérons cela avec soin, un avenir durable est garanti pour les générations futures de personnes et d'animaux. Ce n'est qu'en poursuivant une politique environnementale rigoureuse et en adaptant notre comportement de consommation que nous pourrions rester dans les limites de la capacité de la Terre.

Pour que la Terre reste vivable, les changements climatiques et la pollution de l'environnement doivent s'arrêter le plus rapidement possible. Pour cela, il est nécessaire de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre, de protéger les ressources naturelles et d'être rentable avec des minéraux précieux. Si chaque citoyen du monde consommait en tant qu'Européen moyen à cette époque, il nous faudrait presque trois globes.

La surconsommation occidentale transcende non seulement la capacité de charge de la Terre, mais sape également la position des hommes et des animaux dans les régions pauvres du monde. Ils sont les premiers et les plus durement touchés par l'épuisement des ressources naturelles, l'accaparement des terres, la sécheresse et les inondations. Les entreprises européennes violent régulièrement les droits de l'homme et sont responsables d'une grave pollution de l'environnement, souvent dans les pays en développement.

Le Parti pour les Animaux veut une politique européenne forte en matière de climat et d'environnement. Ensemble, les États membres de l'UE peuvent fixer des objectifs ambitieux en matière de réduction des gaz à effet de serre, rendre l'énergie propre et renouvelable et améliorer la qualité de l'air et de l'eau.

Réduire les gaz à effet de serre

En tant que continent parmi les plus riches et l'une des principales causes du changement climatique, l'Europe a la responsabilité supplémentaire de prendre les devants dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il est maintenant souvent moins coûteux pour les entreprises de continuer à polluer que de prendre des mesures environnementales. Le Parti pour les Animaux demande à l'UE de limiter les émissions de gaz à effet de serre et de tendre vers une économie véritablement neutre en CO₂.

- L'UE jouera un rôle de pionnier dans la conclusion d'accords mondiaux contraignants sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et sur les mesures visant à enrayer le réchauffement de la planète.
- Nous voulons que les émissions de gaz à effet de serre en Europe soient réduites de 65% d'ici 2030 (par rapport à 1990). L'Union européenne sera libre d'émissions d'ici 2040 au plus tard.
- Des solutions durables et respectueuses de l'environnement seront utilisées pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le stockage souterrain de CO₂, la fermentation du fumier, la biomasse et l'énergie nucléaire ne sont pas inclus.
- L'Europe abandonne l'idée que les entreprises ont des 'droits' et peuvent commercer pour nuire au climat. Le système communautaire d'échange de quotas d'émission de l'UE (SCEQE) sera supprimé. Tant que le SCEQE existe toujours, le plafond diminuera chaque année.
- L'Europe supprimera progressivement l'extraction du charbon et du lignite. Il est prévu de supprimer progressivement les centrales au charbon. Le schiste et le charbon ne seront pas forés.
- Les combustibles fossiles très polluants tels que l'huile de sables bitumineux et le gaz de schiste n'entreront plus en Europe.
- Les entreprises fossiles telles que Shell et BP seront obligées de faire rapport sur l'impact climatique et environnemental de leurs combustibles et de toutes leurs activités.
- Pour lutter contre le changement climatique, il est important de s'intéresser non seulement au secteur de l'énergie, mais également à notre alimentation : en remplaçant la viande et les produits laitiers par des alternatives à base de plantes, il est possible d'obtenir des gains climatiques majeurs.

Économiser de l'énergie et la rendre plus durable

La politique énergétique actuelle de l'UE ne permet pas de limiter le réchauffement climatique à un maximum de 1,5 degré, comme le prévoit l'accord sur le climat de Paris. L'Europe est accro aux énergies fossiles. Économiser de l'énergie est la première et la moins chère étape vers une politique énergétique durable. L'énergie non utilisée ne doit pas non plus être produite (fossile ou durable). Un avenir sain repose également sur un approvisionnement énergétique durable et décentralisé. Cela est non seulement nécessaire pour l'environnement et la nature, mais nous rend également moins dépendants des pays producteurs de pétrole et de gaz. La production d'énergie locale et à petite échelle offre également de bonnes possibilités d'emplois verts.

- L'Europe économisera 50% d'énergie en 2030 grâce à des objectifs nationaux contraignants en matière d'économie d'énergie.
- La part de l'énergie produite de manière durable sera d'au moins 60% en 2030. Dans l'UE, toute l'énergie sera générée de manière durable en 2040.
- La construction économe en énergie devient la norme. En isolant les maisons et les bâtiments, en réduisant considérablement la consommation d'énergie et en générant de l'énergie localement et de manière durable, l'environnement bâti deviendra un producteur net d'énergie.
- L'UE fixe des normes strictes pour l'utilisation énergétique des appareils, des moyens de transport et des centres de données. Les appareils extrêmement coûteux, tels que les chauffages de terrasse, ne seront plus sur le marché.
- Les subventions ou réductions sur les taxes sur l'énergie accordées aux gros consommateurs arrivent à leur terme. Les États membres conservent la liberté de taxer les énergies non renouvelables.
- Tous les investissements de l'Union européenne dans la recherche énergétique se concentreront désormais sur la production d'énergie durable et les économies d'énergie.
- Les biocarburants, le chauffage à la biomasse et la fermentation du fumier ne sont pas des formes d'énergie durables, mais des excroissances d'un système agricole dérouté. Aucune autre subvention n'y sera versée. L'incorporation obligatoire prendra fin immédiatement. L'importation de bois et d'huile de palme pour la production d'énergie cessera.
- Les centrales nucléaires vont fermer. Nous sommes opposés au stockage souterrain des déchets nucléaires.
- Le gaz liquéfié issu du gaz de schiste (GNL) n'est plus le bienvenu en Europe.
- La priorité est donnée à l'énergie durable par rapport au réseau énergétique. L'Europe fournit des "réseaux d'énergie intelligents" (réseaux intelligents), qui sont alimentés par une énergie verte, à petite échelle et générée localement. La vie privée des utilisateurs et des fournisseurs ne doit pas être dans l'embarras.

Économiser les substances

Les matières premières sont limitées. Nous devons les utiliser avec parcimonie et nous concentrer sur la réutilisation et la récupération.

- L'Europe réduit son empreinte écologique et s'est engagée dans une économie circulaire axée sur la réutilisation des produits et des matières premières.
- Dans un contexte européen il existera des exigences strictes pour la conception de produits, afin qu'ils puissent être utilisés longtemps, puissent être réparés et que les matériaux puissent être facilement réutilisés.
- Les mises à jour logicielles seront prises en charge sur les appareils pendant au moins 10 ans, de sorte qu'ils puissent être utilisés plus longtemps et resteront cyber-sûres.
- Les grandes entreprises sont obligées de tenir des registres de matières premières et de rendre transparentes leurs émissions de gaz à effet de serre.
- Les constructions de crédit-bail, où les entreprises restent les propriétaires du produit et où le client n'achète qu'un service, seront encouragées. Cela permet au producteur de recycler plus de matières premières et favorise la réflexion par cycles.
- Un plan d'action européen sera mis en place pour prévenir et combattre les déchets plastiques sur terre, dans les mers et dans les océans (soupe en plastique).

- L'emballage deviendra réutilisable et biodégradable. Dans tous les États membres, un système de consignation sera mis en place pour les canettes, les bouteilles en plastique et d'autres emballages de boissons.
- Les entreprises seront obligées d'utiliser davantage de plastiques recyclés que de nouveaux plastiques. L'utilisation de combinaisons de différents types de plastique dans un même emballage, rendant son recyclage impossible, sera réduite et finalement interdite.
- La directive-cadre sur l'eau comprendra des objectifs en matière de litière et des réglementations pour les fabricants de vêtements et de machines à laver afin d'empêcher le rejet de fibres synthétiques dans l'eau. Les micro plastiques dans les cosmétiques seront interdits.
- La destruction des produits (restitués) tels que les vêtements touche à sa fin.

Air pur et eau propre

Chaque année, 12 000 personnes meurent aux Pays-Bas et 400 000 en Europe des suites de la pollution atmosphérique. L'industrie du bétail, l'industrie lourde, l'aviation et le trafic sont les plus gros pollueurs. Les eaux de surface sont contaminées par des poisons agricoles, des engrais et - de plus en plus souvent - par des résidus de médicaments. Le Parti pour les Animaux trouve que tout le monde a droit à un air pur et à une eau propre.

- L'Europe adopte les directives de l'Organisation mondiale de la santé concernant les particules fines, l'ozone, le dioxyde d'azote et le dioxyde de soufre comme valeurs limites dures. Il y aura également une norme européenne stricte pour la suie.
- Les normes de qualité de l'air dans les bâtiments publics, en particulier les écoles, seront contrôlées et appliquées.
- L'Europe s'oppose aux tentatives des États membres d'affaiblir les normes de qualité de l'air de l'UE. Elle s'accompagne de recommandations et de sanctions plus strictes pour les États membres qui ne respectent pas les règles.
- L'Europe prend des mesures à la source pour réduire la pollution des eaux de surface causée par les résidus de médicaments.
- Le Parti pour les Animaux veut se débarrasser des terrains en gazon synthétique en Europe. De cette manière, nous évitons la contamination de l'eau et du sol par les métaux lourds provenant des granules de caoutchouc des terrains en gazon synthétique.

Transports 'plus intelligents'

Le transport est responsable d'un quart des émissions de gaz à effet de serre en Europe. Le Parti pour les Animaux plaide pour une réduction du transport routier et la promotion de transports plus respectueux de l'environnement.

- Un plan directeur européen sera mis en place pour améliorer considérablement les transports en commun, avec une meilleure liaison ferroviaire entre les grandes villes. Les fonctionnaires, les politiciens et les représentants de l'UE en fonction voyageront en Europe en train si la distance parcourue est inférieure à 750 kilomètres.
- Les moyens de transport deviendront beaucoup plus propres et plus efficaces ; L'Europe sera le leader en matière de normes environnementales pour les véhicules et les navires. L'exonération de la TVA et des droits d'accises applicables dans les secteurs de l'aviation et du transport maritime sera supprimée. "Le pollueur payeur" deviendra également la règle dans l'aviation et le transport maritime. Les vols à destination et en provenance de l'Europe sont soumis à la taxe sur le CO₂.
- L'UE promeut un transport de marchandises efficace et respectueux de l'environnement par train et par eau.

International

Partager équitablement les ressources

Pour prévenir les conflits, une gestion durable de la Terre est essentielle, tout comme une distribution équitable de la nourriture et des ressources. L'extraction de matériaux importés par les pays de l'UE provoque souvent de graves dommages aux personnes, aux animaux et à l'environnement. Cela doit changer.

- Il existe des exigences de durabilité strictes pour l'importation et l'extraction de toutes nos matières premières. Les matières premières provenant de zones de conflit, où l'extraction de ces substances s'accompagne de guerre ou d'oppression, telle que le travail des enfants, seront exclues.
- Des règles plus strictes seront également introduites pour les sociétés minières. Les droits de la population locale seront protégés et les conditions environnementales et naturelles pour l'extraction des matières premières seront garanties.
- Les grandes entreprises sont tenues de fournir des indications sur l'origine des matériaux qu'elles utilisent et sur les circonstances de la chaîne de production. Elles publieront un compte de résultat annuel pour les personnes, les animaux, la nature, l'environnement et le climat.
- L'UE cessera d'exporter des déchets et des substances toxiques vers les pays en développement afin de les y transformer à moindre coût.

Politique environnementale internationale

Les conventions internationales en vigueur dans le domaine de la biodiversité et du climat ne sont pas ou peu respectées. Le temps de non-engagement est terminé, s'il appartient au Parti pour les Animaux. La responsabilité commune des pays pour que la Terre reste vivable doit se traduire par des accords fermes et exécutoires. L'UE prendra l'initiative dans ce domaine, donnera le bon exemple et ne limitera pas les ambitions des États membres.

- L'Union européenne agit pour lutter contre les conflits, les violations des droits de l'homme et la destruction de l'environnement dans le monde entier.
- Dans le contexte des Nations unies, l'UE déploie tous les efforts possibles pour réaliser un ambitieux programme de développement durable, assorti d'objectifs ambitieux en matière de développement durable, fondés sur les droits de l'homme, la capacité de la Terre, le respect des animaux et de la nature.
- L'Union européenne prendra la tête avec des accords ambitieux dans le cadre d'accords environnementaux internationaux.
- Pour obtenir des résultats lors de conférences internationales, l'Union européenne forme des coalitions avec d'autres pays afin de fixer des objectifs environnementaux internationaux ambitieux.
- Les traités et accords internationaux sur l'environnement, le climat, la biodiversité, les droits de l'homme et la responsabilité sociale des entreprises seront convertis en règles contraignantes aussi rapidement que possible.
- Le Parti pour les Animaux appelle les États membres européens à investir dans les mesures relatives au climat dans les pays en développement, en plus des budgets alloués à la coopération au développement.
- L'UE s'engagera à mettre en place une Cour internationale de l'environnement capable de régler les conflits environnementaux.
- Les dommages graves causés à de vastes zones ou régions naturelles ou à leur destruction (écocide) doivent devenir punissables. L'UE va plaider pour que la Cour pénale internationale puisse punir l'écocide.

4. Économie

La bourse ou la vie ?

L'économie doit être à peu près ce que nous pouvons nous permettre. Dans le domaine financier, mais aussi écologique et social. Nous ne pouvons et ne devons pas dépasser les limites de la Terre. Et chacun a droit à sa juste part - en particulier les groupes vulnérables : les personnes dans le besoin, les habitants des pays pauvres et les animaux qui peuplent la Terre avec nous. La croissance économique constante est une illusion dans un monde aux réserves limitées et à la capacité limitée des écosystèmes. Pourtant, l'Europe anticipe aveuglément la croissance économique. En Europe, les citoyens sont principalement perçus comme des consommateurs, les animaux étant avant tout des moyens de production ou des biens de consommation.

Mesurer la prospérité différemment

En 2018, l'économie de l'UE a progressé d'environ 2%. Dans les années précédentes, on parlait de croissance (macro) économique. Mais une économie en croissance ne signifie pas nécessairement que la société se porte bien ou que les citoyens sont heureux. Pas plus de prospérité, mais plus de bien-être doit être la boussole de la coopération européenne. Un cadre de vie agréable, un air pur et une nature saine ne comptent pas comme une contribution positive à notre prospérité dans le calcul du produit intérieur brut européen. Toutefois, les activités qui nuisent à l'environnement, à la santé publique ou au bien-être des animaux, telles que l'industrie du bétail, les centrales au charbon et l'extraction de gaz, le sont. Ce n'est pas logique. Le Parti pour les Animaux veut de meilleurs instruments pour déterminer le cours de l'économie.

- Pour déterminer et orienter la politique européenne, l'UE utilisera des indicateurs qui orientent une économie durable et solidaire. La biodiversité, le bien-être des animaux, les moyens de subsistance et un cadre de vie propre et sûr en sont la clé.

Budgétiser dans les limites de la viabilité de la Terre

L'Union européenne fait de plus en plus pression sur ses États membres pour qu'ils réduisent leurs déficits budgétaires nationaux à moins de 3%. Mais ce faisant, elle oublie les déficits écologiques que nous causons avec notre mode de vie. Nous utilisons chaque année beaucoup plus de ressources que la Terre ne peut en offrir. En 2018, nous avons utilisé toutes les matières premières renouvelables dans le monde entier pour cette année le 1er août. Ce jour de dépassement de la Terre tombe plus tôt chaque année. En conséquence, le déficit écologique a déjà dépassé les 40%.

Nous avons désespérément besoin des matières premières, y compris pour les générations futures. Prendre soin des animaux, de la nature et de l'environnement n'est pas un luxe pour lequel il n'y a actuellement pas d'argent, mais essentiel pour une économie durable, sans un focus aveugle sur la croissance.

- L'UE ne se concentrera plus principalement sur la réduction des déficits budgétaires des États membres, mais déploiera des efforts particuliers pour réduire le déficit écologique européen.
- Les investissements dans un approvisionnement énergétique respectueux de l'environnement, dans l'augmentation et la protection de la biodiversité, dans l'écologisation et la durabilité de nos chaînes de production renforcent l'économie réelle à long terme. Celles-ci ne devraient donc pas être gênées par la règle des 3% du pacte de stabilité et de croissance en vigueur.

Le pollueur paye

Le Parti pour les Animaux plaide en faveur d'un virage vert du système fiscal. Au lieu de la main-d'œuvre, nous voulons taxer les produits et activités néfastes pour l'environnement. Le système fiscal fournit donc les incitations souhaitées pour la durabilité et nous stimulons l'emploi. En ce qui nous concerne, l'UE ne va pas percevoir de taxes, mais peut être le catalyseur des accords de taxes vertes entre les États membres. Cela encourage l'innovation verte. "Le pollueur payeur" deviendra le principe directeur en Europe. Cela signifie la fin des crédits d'impôt pour les multinationales et les (grands) consommateurs d'énergie fossile. De cette manière, on empêche les États membres de faire concurrence aux allègements fiscaux pour attirer les multinationales.

- Pour commencer, nous pouvons économiser chaque année des milliards en Europe en supprimant les subventions néfastes pour l'environnement. Les crédits d'impôt pour les producteurs et les (grands) consommateurs d'énergie fossile se termineront. L'UE révisera sa directive TVA pour donner aux États membres la possibilité d'appliquer un taux bas pour les produits durables et un taux élevé pour les produits nocifs pour l'homme, les animaux et l'environnement.
- Le Parti pour les Animaux plaide pour une taxation des ressources rares et des produits ayant des effets environnementaux majeurs, tels que le bois, le charbon et les phosphates.
- L'Europe ne se concentrera plus sur la production la plus élevée possible et le plus grand nombre d'exportations possible. Au lieu de cela, l'accent sera mis sur la production régionale durable pour son propre marché.

Veiller aux alternatives

Pour la première fois de l'histoire, un État membre quitte l'Union européenne. Le Brexit est source d'incertitude tant au sein de l'Union européenne qu'au Royaume-Uni. Néanmoins, les pays ont le droit démocratique de quitter l'UE. Nous voulons donc que l'UE soit mieux préparée à la possibilité qu'un État membre veuille quitter l'UE ou l'euro. La démocratie et le bien-être des personnes, des animaux et de l'environnement doivent toujours passer en premier.

- L'UE doit veiller à ce que des scénarios soient disponibles au cas où un pays voudrait quitter l'UE ou l'euro, de sorte qu'un départ possible se déroule le plus facilement possible ; à la fois pour le pays quittant l'UE, ainsi que pour les autres pays de l'UE. Les droits des citoyens de l'Union résidant dans un État membre quittant l'UE doivent rester protégés.
- Les pays de la zone euro doivent avoir la possibilité de quitter l'union monétaire si leur adhésion les empêche de poursuivre des politiques démocratiques. Nous ne pensons pas que l'élargissement de la zone euro soit une bonne idée.
- L'UE fait respecter les exigences en matière de protection de l'environnement et de bien-être des animaux lorsqu'elle conclut un accord (commercial) avec un État membre quittant l'UE concernant un départ. Le transport d'animaux depuis et vers les États membres qui quittent l'UE sera arrêté.
- Les États membres qui risquent de s'effondrer sous le fardeau de leur dette bénéficient d'une aide à la reconstruction de leur économie qui puisse être supportée par la population et ne soit pas destructrice pour les animaux, la nature et l'environnement. La restructuration responsable de la dette est le point de départ.
- Nous rejetons des structures telles que le Mécanisme européen de stabilité (MES) : nous ne voulons pas qu'un État membre tel que les Pays-Bas garantisse des dizaines de milliards de dollars sans pouvoir contrôler l'utilisation de ces fonds. La loi budgétaire des parlements nationaux ne doit pas être affectée.

L'Europe peut être moitié prix

Le budget de l'Union européenne devrait avoisiner les 1135 milliards d'euros pour la période 2021-2027 ; l'argent que les contribuables doivent collecter dans les États membres.

Le Parti pour les Animaux trouve que de nombreuses subventions et fonds européens sont indésirables et souhaite que Bruxelles supprime le poste de dépenses le plus important, à savoir les subventions à l'agriculture et à la pêche.

- Le budget pluriannuel européen fonctionne comme une carte de crédit : l'UE dépense toujours plus que son budget, ce qui signifie que les États membres doivent payer plus et plus que convenu. Le Parti pour les Animaux trouve cela irresponsable et veut se débarrasser du cadre à long terme.
- Les subventions à l'agriculture et à la pêche constituent de loin le poste de coût le plus important dans l'Union européenne et seront supprimées dès que possible.
- Les fonds structurels ne sont nécessaires pour rien. La mise en œuvre de la politique régionale n'appartient pas à l'UE. En abandonnant la politique structurelle, nous économisons un tiers sur le budget de l'UE.
- Des milliers de fonctionnaires européens gagnent plus que le Premier ministre néerlandais. Le Parti pour les Animaux veut que les salaires élevés des fonctionnaires et des commissaires européens baissent considérablement.

Brider les banques

Le comportement irresponsable de nombreuses banques, caractérisé par la recherche du profit et des bonus exorbitants, associé à une supervision inadéquate, a plongé le monde dans une crise profonde il n'y a pas si longtemps. Une réglementation plus stricte du secteur bancaire reste nécessaire.

Le Parti pour les Animaux ne trouve pas la solution à l'union bancaire actuelle. Les banques "trop grandes pour faillir" doivent être divisées.

- Nous voulons que les banques soient divisées en banques de services publics (transactions de paiement, épargne et crédit local) et en banques d'investissement.
- Les États membres conservent la possibilité d'imposer à leurs banques des règles plus strictes que celles convenues au niveau international.
- Les banques, les fonds de pension et les assureurs doivent faire des investissements, des placements et de la spéculation transparents pour leurs clients.
- À partir de sa fonction de plate-forme, l'UE encourage la mise en place de taxes bancaires et de taxes sur les transactions financières.
- Les banques ne sont pas autorisées à prendre des risques indépendants des intérêts du client. Nous voulons nous débarrasser des produits financiers non-transparentes.
- Les investissements publics dans l'industrie des fossiles et de la bio industrie ne sont pas souhaitables. Nous voulons que l'Union européenne et ses États membres veillent à ce que la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) n'offrent plus de financement à ces secteurs. Le Parlement européen fait des propositions pour augmenter la pondération des risques par l'Autorité bancaire européenne des investissements dans l'industrie des fossiles et de la bio-industrie, de sorte qu'il soit moins intéressant pour les banques commerciales de fournir des prêts à ces secteurs.

L'UE et le commerce mondial

Le Parti pour les Animaux est contre les accords de libre-échange. Celles-ci sapent la démocratie et ont des conséquences négatives majeures sur l'environnement, le bien-être des animaux, la santé publique et la liberté de choix et de confidentialité des consommateurs. L'accord d'association avec l'Ukraine, par exemple, garantissait que les poulets de chair ukrainiens seraient vendus en grand nombre aux Pays-Bas et dans d'autres pays de l'UE.

- L'UE ne conclura plus de nouveaux accords de libre-échange. Les négociations sur le PTCI ne seront pas reprises.
- L'UE se retirera également des accords commerciaux existants.
- Les produits entrant dans l'UE doivent au moins respecter les mêmes exigences environnementales et de bien-être animal que celles que nous fixons pour notre propre production. Les producteurs des pays en développement reçoivent une aide pour répondre aux exigences européennes en matière de protection de l'environnement et de bien-être des animaux.
- Le travail des enfants et l'exploitation des employés sont inacceptables et doivent être activement combattus.
- L'UE s'engagera à changer les conditions de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) afin que les valeurs sociales deviennent déterminantes pour le commerce mondial.
- L'évasion et la fraude fiscales doivent être évitées. L'UE demande aux entreprises d'être transparentes sur les taxes qu'elles paient.

5. Plus de nature

La nature avec sa variété de plantes, d'animaux et d'écosystèmes est la chose la plus précieuse qui existe. La nature a sa propre valeur et mérite donc une protection minutieuse. La richesse des espèces dans les océans et à terre constitue également la base de notre existence. Sans océans et forêts sains, il n'y a pas d'air pur à respirer. Sans la biodiversité, nous n'avons pas de sol sain pour cultiver nos aliments. Il est de notre devoir d'assurer une Terre vivable, maintenant et à l'avenir.

Dans le monde entier, la biodiversité est en crise : chaque jour, des espèces végétales et animales s'éteignent et les écosystèmes se déséquilibrent de plus en plus. L'UE a un rôle important à jouer dans le déclin des ressources naturelles ailleurs sur la planète. Les importations à grande échelle de soja, de bois et d'huile de palme se font directement aux dépens des forêts tropicales et des forêts vierges, tandis que la surpêche de la flotte de pêche européenne affecte sérieusement les mers et les océans du monde entier.

La nature et la biodiversité sont également sous pression en Europe même. Près du quart des espèces sauvages sont menacées d'extinction. De plus, la plupart des écosystèmes sont tellement dégradés et fragmentés qu'ils ne sont plus en mesure de fournir leurs précieux services. Ces dommages menacent la sécurité alimentaire et imposent à l'UE des pertes sociales et économiques énormes.

Le Parti pour les Animaux veut plus de nature et trouve que l'Union européenne devrait cesser de prendre sa part dans la destruction de la nature. Nous voulons que l'UE prenne les devants dans la lutte contre la crise de la biodiversité et n'attende pas que d'autres acteurs mondiaux soient prêts à agir.

Plus de nature en Europe

Protéger et rétablir la nature

Malgré toutes les belles paroles sur l'importance de la biodiversité, la nature ne bénéficie pratiquement d'aucune protection. Les directives européennes ne sont pas respectées ou sont observées trop tard, et des États membres tels que les Pays-Bas tentent de se dérober dans le cadre de ces accords. Nous ne pouvons pas nous permettre de sacrifier davantage de capital naturel pour obtenir des gains à court terme.

- Les subventions nuisibles à la biodiversité seront immédiatement supprimées.
- Il y aura un solide réseau européen de la nature afin que les espèces puissent se déplacer et que la nature devienne plus résiliente. Au moins 30% de la surface terrestre et d'eau douce seront protégés et la priorité sera donnée à la connexion des zones Natura 2000.
- En raison de l'intensification de l'agriculture, de nombreux éléments de paysage ayant une valeur écologique, tels que des ruisseaux, des terres boisées et des berges boisées, ont été perdus au cours des dernières décennies. La restauration de l'écologie est nécessaire et doit être financée par les entreprises responsables des dommages.
- Toute personne a droit à un environnement de vie vert et sain. L'UE promeut le verdissement des zones urbaines en matière de santé, de climat et de biodiversité.
- L'UE encourage les entreprises à investir dans la construction et l'entrepreneuriat écologique dans le respect de la nature. Cela garantit plus de verdissement et moins de pollution.
- Nous voulons supprimer les obstacles dans les rivières européennes qui entravent la migration des poissons et tuent de nombreux poissons. Les nouvelles stations de pompage et installations sont respectueuses des poissons.
- Les accords européens existant dans le domaine de la nature, tels que Natura 2000, la directive-cadre sur l'eau et le plafond d'ammoniac, sont absolument nécessaires pour limiter les dommages causés à la nature par la politique agricole européenne. Les accords de nature ne sont donc pas assouplis, mais resserrés et strictement appliqués.

- Le Parti pour les Animaux veut protéger au moins 30% des mers européennes en les désignant comme réserve marine. Il n'y a pas de place pour la pêche ou d'autres activités nuisibles dans ces zones protégées. D'importantes pouponnières, telles que la mer Méditerranée, où le thon menacé d'extinction se reproduit, sont fermées pour chasser ces animaux.
- Les naufrages au fond de la mer seront des terrains propices à la biodiversité et bénéficieront de la plus grande protection possible.
- Les techniques de pêche causant des dommages importants à la mer et aux fonds marins, telles que le chalutage hauturier et à perche, ne seront plus autorisées.
- Des efforts sont déployés pour éradiquer les rats musqués dans toute l'Europe. Ce n'est pas seulement cruel, mais aussi un processus sans fin et coûteux ; les rats musqués se reproduisent rapidement. Protéger et renforcer les randonneurs vulnérables est moins cher, meilleur et plus respectueux des animaux.

Espace pour les animaux pas pour les chasseurs

Les animaux sauvages d'Europe ont de moins en moins d'espace vital. Avec des personnes qui vivent plus souvent dans leur quartier, on prétend trop facilement qu'ils provoquent des nuisances. Les gens font tout en leur pouvoir pour les combattre, souvent sans aucun résultat autre que la mort d'innombrables animaux. Le Parti pour les Animaux veut que les animaux sauvages soient laissés tranquilles autant que possible.

- La valeur intrinsèque et la protection des animaux sauvages constituent désormais le point de départ de la politique.
- Les animaux sauvages ne seront pas tués, mais sont laissés tranquilles autant que possible. Les populations auront la possibilité de rétablir l'équilibre naturel s'il est perturbé.
- Le Parti pour les Animaux veut mettre fin à la chasse au plaisir. La pêche de loisir sera également incluse. Nous voulons interdire le commerce des produits obtenus par la chasse de plaisance.
- La politique préventive prévient les nuisances. Si nécessaire, l'UE apporte son soutien à la résolution des conflits entre hommes et animaux, tels que les ours en Roumanie qui visitent des villes maintenant que leur habitat a été réduit.
- Nous sommes opposés aux méthodes d'abattage cruel telles que la gazéification des oies, qui est maintenant tolérée par l'Europe. Les règles existantes seront renforcées et strictement appliquées.
- La protection des animaux prime sur les traditions. La collecte des œufs de vanneaux ne sera plus permise tacitement et l'on s'attaque à la chasse illégale d'oiseaux migrateurs dans des pays tels que Malte, l'Italie et la France.
- Nous sommes en concurrence avec le tourisme de chasse. Les organismes de voyages européens ne seront plus autorisés à proposer des safaris de tir et autres voyages de chasse.
- Le Parti pour les Animaux veut mettre fin aux mauvais traitements cruels infligés aux chiens (comme les galgos et les podencos) utilisés pour des méthodes d'entraînement et des courses de chasse.

International

Sauvegarder la biodiversité

Avec une politique inchangée, la biodiversité mondiale diminuera encore plus. Réduire la consommation de produits d'origine animale est la mesure la plus importante et la plus efficace pour empêcher cela. De plus, le Parti pour les Animaux souhaite que la politique européenne soit testée pour ses conséquences sur la nature et la biodiversité ailleurs dans le monde. De plus, nous voulons que l'UE soutienne activement le rétablissement et la protection des zones naturelles dans le monde.

- L'UE s'engage à réduire la consommation de produits d'origine animale et à promouvoir les mesures qui y contribuent.
- Il sera interdit d'importer des produits aux dépens de la forêt tropicale, des forêts vierges et d'autres écosystèmes essentiels. Cela signifie en tout cas que la perte de la nature et l'accaparement des terres doivent être exclus.

- Des mesures énergiques seront prises contre l'exploitation forestière illégale dans les forêts européennes.
- L'UE soutient les pays (en développement) dans la lutte contre l'exploitation forestière illégale et dans le contrôle de la gestion durable des forêts. Nous voulons une stricte application de l'interdiction d'importer du bois récolté illégalement.
- L'UE s'engage à mettre en place un réseau mondial de zones naturelles, tant sur terre que sur mer. À cette fin, les pays en développement reçoivent un appui pour protéger leur nature et leur biodiversité.
- Le Parti pour les Animaux demande à l'UE de tester toutes ses politiques pour évaluer son impact sur la nature et la biodiversité. La politique qui met en danger les écosystèmes sera arrêtée.
- Le mélange obligatoire de biocarburants prendra fin. La forte demande en oléagineux entraîne la disparition rapide des forêts vierges autour de l'équateur et la perte de la biodiversité. La cocombustion de biomasse dans les centrales électriques sera également arrêtée : la coupe et le brûlage des forêts ne contribuent pas à un meilleur climat, mais aggravent plutôt les problèmes.
- Nous voulons que l'Europe ferme ses frontières aux produits qui vont de pair avec la destruction de la nature et l'écocide, tels que l'huile de sables bitumineux et le minerai d'uranium.

Protection des animaux dans le monde entier

Le commerce d'espèces menacées d'extinction est devenu une forme de criminalité impitoyable. Le respect des conventions internationales relatives à la lutte contre le commerce illégal d'animaux en voie de disparition est carrément triste. Malgré le moratoire sur la chasse commerciale à la baleine, des pays comme la Norvège et le Japon tuent des centaines de baleines chaque année. Le Parti pour les Animaux trouve que l'Europe devrait lutter contre ces crimes.

- Nous luttons pour une interdiction d'importation et de commerce de tous les animaux capturés dans la nature.
- L'UE encourage les États membres à prendre davantage de mesures pour mettre fin à la contrebande à grande échelle d'animaux sauvages. Les États membres à la frontière recevront une aide pour le contrôle des itinéraires de contrebande.
- L'Europe contribuera à la protection des animaux sauvages dans les pays d'origine et aidera les autorités locales à lutter contre le piégeage illégal d'espèces sauvages.
- Tout commerce d'ivoire et de trophées de chasse sera interdit.
- L'Europe résiste activement à la chasse au phoque dans des pays tels que le Canada et la Namibie et à la chasse commerciale à l'ours polaire.
- L'UE s'engage à appliquer strictement le moratoire sur la chasse à la baleine. Les pays qui ignorent ce moratoire feront l'objet de sanctions.
- La viande de baleine n'est pas la bienvenue dans les ports européens, même pas pour le transit vers des pays tels que le Japon.
- L'Europe cessera également d'importer de la viande et du cuir de kangourou.
- Nous voulons étendre la protection des baleines aux petits cétacés, afin que les dauphins ne puissent plus être chassés. L'UE est résolue à mettre fin au massacre accablant aux îles Féroé et au Japon.
- L'Europe s'engage à interdire totalement la capture de thon (rouge).
- L'UE s'engage à mieux protéger les requins, les raies et les autres espèces vulnérables. L'interdiction de couper les ailerons de requin est strictement appliquée, avec une surveillance (caméra) à bord aux frais des pêcheurs eux-mêmes.

6. Une Europe juste

La Terre en offre assez pour les besoins de tous, mais pas pour la cupidité de tous. Nous voulons une Europe au service des hommes et des animaux. La compassion et la durabilité devraient être le principe directeur. Aider les plus pauvres et les victimes de la faim et de la violence est une question de civilisation. Les droits de l'homme doivent être respectés. Pour cela, la coopération européenne est souhaitable là où elle est utile, tout en gardant le contrôle des États membres le cas échéant. Le Parti pour les Animaux veut une Union européenne démocratique, responsable et dans laquelle la voix du citoyen soit entendue. Une telle Europe répond aux problèmes qui nécessitent une solution commune, mais n'affecte pas les pouvoirs des parlements nationaux.

L'Union européenne actuelle est loin de cela. Sans la participation de la population, un appareil administratif européen en expansion constante a été truqué. L'UE manque de soutien démocratique, a été élargie pour inclure les pays qui n'étaient pas prêts, et s'est dotée d'une monnaie commune, comme si tous les États membres formaient un pays doté d'une politique économique et politique claire.

Le processus décisionnel européen est le résultat de négociations à huis clos, d'une bureaucratie non-transparente, d'un lobbying caché des entreprises. La poursuite unilatérale du libre-échange total entre les États membres et le moins de règles possibles pour les entreprises se font aux dépens des hommes, des animaux, de la nature et de l'environnement. Aux dépens des citoyens, des dizaines de milliards sont dépensés pour des subventions allant à l'encontre de l'intérêt public.

Dans de nombreux domaines politiques, les pouvoirs de Bruxelles ne sont absolument pas nécessaires et la coopération entre États membres peut être améliorée en dotant l'Union européenne d'une fonction de plate-forme dans laquelle de bonnes idées et expériences sont élaborées et partagées. Cela signifie que cette Europe doit retourner à la table de dessin. La question n'est pas : pour l'Europe ou contre l'Europe ? Et non plus : plus d'Europe ou moins d'Europe ? Nous voulons une meilleure coopération en Europe. Sans élargissement des compétences de l'UE et sans nouveaux États membres.

Une croissance économique infinie sur une planète finie est impossible et ne peut donc plus être le point de départ de la politique européenne. Nous voulons réviser les traités européens existants dans l'intérêt du changement de direction nécessaire vers la compassion et la durabilité. Dans une Europe pareille, la voix du citoyen est entendue, les droits des animaux sont évidents et ce n'est pas la loi du plus fort qui s'applique, mais l'intérêt du plus faible.

International

Investir dans le développement

Le Parti pour les Animaux demande à l'Europe de mettre fin à ses politiques au détriment des autres parties du monde. Au lieu de cela, nous voulons investir dans le pouvoir des pays en développement eux-mêmes. La durabilité, l'éducation, la santé, les droits des enfants et l'égalité de traitement des hommes et des femmes sont les points forts.

- L'UE cessera d'importer des produits qui ont une incidence sur l'environnement ailleurs ou qui sont associés à l'accaparement de terres et à d'autres violations des droits de l'homme.
- Le Parti pour les Animaux souhaite que les États membres de l'UE s'efforcent de consacrer 1% de leur produit intérieur brut à l'aide au développement. Ces fonds ne peuvent pas être liés à l'achat de certains biens ou services.
- L'aide au développement vise à renforcer la position des groupes vulnérables dans les pays en développement, en particulier les femmes et les enfants.
- La priorité est donnée à l'eau potable et à l'hygiène, à la qualité des soins de santé (préventifs), à l'accès aux médicaments essentiels et à la contraception, à l'éducation, à l'agriculture durable et aux énergies propres. Le soutien aux mouvements d'émancipation donne une chance aux processus de démocratisation.

- Dans sa politique vis-à-vis des pays en développement, l'UE accorde une attention particulière à la levée des tabous concernant l'orientation, l'avortement et la violence à l'égard des femmes.
- L'aide est centrée sur les intérêts des personnes, des animaux et de l'environnement et non sur les intérêts des entreprises.

Défendre les droits de l'homme

Les entreprises européennes commettent régulièrement des violations de l'environnement et des droits de l'homme. Et souvent, les victimes sont laissées les mains vides, sans possibilité de rendre justice. En outre, la violence et les injustices structurelles menacent un milliard de citoyens dans les États fragiles. Ces personnes dépendent en partie de notre soutien pour leur sécurité et leurs droits fondamentaux. Les victimes de guerre et de violence, d'oppression et de persécution, de la faim, du changement climatique et des catastrophes naturelles méritent d'être aidées. Les droits de l'homme sont plus importants que le commerce.

- Les droits de l'homme et le développement durable deviennent la pierre de touche de la politique européenne. Les propositions pour une nouvelle politique européenne seront fournies en standard avec une annexe expliquant l'impact de la politique sur l'environnement, la biodiversité, les droits de l'homme, le bien-être des animaux et les pays en développement.
- L'UE aide les victimes de crimes contre l'environnement et les droits de l'homme à recouvrer leurs droits, même si ces crimes ont été commis hors d'Europe par des entreprises européennes.
- L'UE ne cherche pas de marchés dans des pays où les droits de l'homme ne sont pas protégés.
- L'UE proteste contre les violations des droits de l'homme et les atteintes graves à l'environnement ou la destruction d'habitats (écocide) ailleurs dans le monde. Limiter le commerce avec les pays où ces violations sont commises est explicitement l'un des instruments permettant d'accroître la pression sur les pays concernés.
- L'UE fournit une assistance aux États membres aux frontières de l'UE pour lutter contre la traite des êtres humains.

L'aide humanitaire est évident

Le Parti pour les Animaux s'inquiète du nombre croissant de réfugiés dans le monde. Dans les années à venir, des dizaines de millions de personnes devraient fuir les effets du changement climatique, de la faim et des guerres. Les flux de réfugiés suscitent également des inquiétudes chez les gens d'ici. Beaucoup de gens se demandent si l'Europe ou les Pays-Bas peuvent continuer à accueillir les réfugiés. N'est-ce pas au détriment de nos propres possibilités ? Les tensions augmentent-elles encore, par exemple si la redistribution européenne s'avère ne pas fonctionner à cause de l'ouverture des frontières ?

Le Parti pour les Animaux croit que les personnes qui fuient la faim, la sécheresse et la violence devraient être attrapées et aidées. Il en va de même pour les personnes persécutées en raison de leur conviction ou de leur orientation.

- Le Parti pour les Animaux préfère l'accueil des réfugiés dans leur propre région, mais seulement si cela peut être fait avec dignité. La contribution financière au HCR, qui coordonne les programmes de réfugiés et les programmes de réinstallation dans la région, devrait donc être augmentée.
- Il faut aider les victimes de guerre et de violence, de répression et de persécution, de faim, de changements climatiques et de catastrophes naturelles à atteindre une destination sûre en Europe si l'accueil dans leur région n'est pas possible.
- Davantage d'argent et de capacités seront mis à disposition pour éviter que des personnes ne soient obligées d'effectuer la dangereuse traversée de la mer Méditerranée. La contrebande humaine doit être combattue durement.
- Le Parti pour les Animaux est favorable à une politique européenne commune en ce qui concerne les frontières extérieures de l'UE. L'UE veille à ce que les États membres garantissent des procédures d'asile rapides et équitables et un accueil humain des réfugiés.
- Les droits fondamentaux, tels que l'accès aux soins médicaux, s'appliquent également aux personnes sans permis de séjour.
- Les pays de l'UE n'envoient pas de personnes dans leur pays d'origine si elles peuvent être poursuivies en raison de leur orientation, de leurs convictions ou de leur origine ethnique.

Mettre un frein aux armes

'Plus jamais la guerre' était un motif important pour l'établissement de l'Union européenne. Le Parti pour les Animaux souhaite que l'Europe applique également ce motif dans sa politique de l'armement.

- L'UE s'engage à respecter les traités contre les mines antipersonnel et les armes à sous-munitions et à réglementer le commerce des armes dans le monde entier.
- L'Europe joue un rôle de premier plan dans l'élaboration d'un cadre juridique international interdisant les armes autonomes.
- La politique en matière d'exportation d'armes sera renforcée afin qu'aucune arme ne soit fournie par l'UE aux États répressifs et autoritaires violant les droits de l'homme.
- Pour les produits semi-finis et les composants des armes chimiques, nucléaires et bactériologiques, il y aura une liste noire des pays et des entreprises auxquels ils ne pourraient pas être fournis.
- L'UE travaille à l'interdiction universelle de l'utilisation de toute forme d'uranium dans les armes (conventionnelles) et s'est engagée à une interdiction complète des armes nucléaires.
- Les armes nucléaires restantes seront retirées de l'UE à court terme.
- Le Parti pour les Animaux s'oppose à la formation d'un syndicat de défense; c'est le prélude à une armée européenne.

Collaboration significative

Pas d'union politique ou budgétaire

L'Europe n'est pas un État fédéral et il n'est ni souhaitable ni nécessaire de le faire. Une délimitation minutieuse des pouvoirs de Bruxelles revêt une grande importance.

- L'UE n'aura pas de nouveaux pouvoirs. S'il est prévu de le faire, la population doit pouvoir s'exprimer via un référendum.
- Les États membres contrôlent totalement leurs propres budgets. Il n'y aura pas de ministre des finances européen. Le pouvoir des parlements nationaux de décider, au nom du peuple, de la perception et de la dépense de l'argent des impôts ne devrait pas être affecté.
- Les États membres collaborent étroitement pour lutter contre l'évasion fiscale ou l'évasion fiscale des multinationales et, dans la mesure du possible, coordonnent volontairement leurs taux d'imposition.
- L'Europe doit communiquer activement à propos des États membres qui frustrent encore et encore la lutte contre l'évasion ou la fraude fiscale.
- Nous rejetons les propositions relatives à la création d'un parquet européen, d'une armée européenne ou de systèmes de retraite européens. Les pays peuvent mieux organiser ces questions au niveau national.
- Aucun nouvel État membre n'adhère à l'Union européenne.
- Les parlements nationaux disposent de davantage de marge de manœuvre pour empêcher Bruxelles d'interférer dans les services de base tels que les retraites, le logement, la sécurité sociale et les soins de santé.
- Le Parti pour les Animaux ne veut pas que Bruxelles fasse pression sur les États membres pour qu'ils privatisent des biens publics tels que l'eau potable ou libéralisent des services publics tels que les transports en commun.
- L'Europe ne peut contraindre les États membres à exploiter leurs ressources naturelles aux dépens de l'être humain, des animaux, de la nature ou de l'environnement.

Plus de démocratie

La voix des citoyens n'est pas suffisamment prise en compte dans le processus décisionnel européen. Une grande partie du pouvoir de Bruxelles repose sur la Commission européenne, une instance dirigeante antidémocratique qui dépasse largement les citoyens et les représentants des citoyens. Les chefs de gouvernement et les ministres se réunissent à huis clos à Bruxelles. En outre, des accords de grande portée sont souvent conclus, souvent insuffisamment coordonnés avec le citoyen ou ses représentants. Nous voulons un meilleur contrôle démocratique des décisions prises à Bruxelles.

- Les parlements nationaux et le Parlement européen ont davantage de possibilités de contrôler la Commission européenne lors de la conclusion de traités avec des pays tiers. Les accords de libre-échange ou les accords d'association ne seront plus conclus sans l'accord préalable de tous les parlements nationaux.
- La Commission européenne deviendra plus petite. Tous les États membres n'ont pas besoin de leur propre commissaire.
- Les commissaires européens doivent pouvoir être démis de leurs fonctions individuellement - pas seulement en tant que collectif - si la majorité du parlement le juge nécessaire.
- Les représentants politiques permanents de l'Union ne sont pas souhaitables. Nous ne voulons pas de "président" ou de "ministre des affaires étrangères" de l'Europe. De telles positions entravent le contrôle démocratique et sapent la souveraineté des pays.
- Nous sommes opposés à l'introduction de seuils électoraux lors des élections au Parlement européen.
- Les représentants des citoyens auront le droit d'initiative.
- L'initiative citoyenne européenne doit être améliorée afin que les citoyens puissent inscrire des questions à l'ordre du jour de l'UE non seulement en théorie, mais également dans les véritables problèmes qu'ils considèrent importants.
- Les délocalisations gaspilleuses d'argent et polluantes entre Bruxelles et Strasbourg s'achèveront. A partir de maintenant, le Parlement européen ne se réunira qu'à Bruxelles.
- Les salaires et indemnités des députés européens des différents pays seront alignés sur le niveau des parlementaires moyens reçus dans les États membres de l'UE.
- L'âge de vote pour le Parlement européen sera abaissé à 16 ans.

Indépendant et transparent

Les liens entre Bruxelles et le monde des affaires sont beaucoup trop proches. Les lobbyistes des multinationales ont voix au chapitre, tandis que les citoyens sont en grande partie marginalisés. De nombreuses activités de lobbying se déroulent en secret, rendant le contrôle démocratique impossible. Le Parti pour les Animaux veut que l'Europe opère de manière transparente et indépendante des multinationales.

- Les commissaires européens et les présidents de l'UE ne doivent avoir aucun intérêt qui puisse entraver leur fonctionnement indépendant. S'ils quittent leur poste, ils ne peuvent pas travailler en tant que lobbyiste ou effectuer un autre travail impliquant un conflit d'intérêts pendant cinq ans.
- Nous voulons un vrai gouvernement ouvert. Les citoyens et les organisations devraient être en mesure d'obtenir facilement un aperçu des propositions et des décisions.
- Les réunions entre le Parlement européen, la Commission européenne et le Conseil (trilogues), négociant de nouvelles lois de l'UE, deviendront publiques.
- Il en va de même pour les consultations entre les ministres du commerce des différents États membres (Conseils) et la coordination administrative préalable secrète (COREPER).
- Dans le cas des propositions législatives, la Commission européenne explique maintenant clairement en quoi les partisans ont influencé l'élaboration des politiques.
- Des règles plus strictes seront définies pour les députés afin de prévenir les conflits d'intérêts. En outre, le Parti pour les Animaux veut que des contrôles transparents et indépendants soient effectués afin de garantir que les députés respectent leur code de conduite.
- Les consultations publiques de la Commission européenne tiendront compte de la contribution des citoyens et des organisations de la société civile de la même manière que la contribution de l'industrie.
- Il y aura des règles strictes pour les nominations de fonctionnaires et d'employés d'organes consultatifs et d'organismes de mise en œuvre à Bruxelles, tels que l'AESA.
- L'UE prend des mesures pour prévenir l'abus de brevet d'invention pour les médicaments. Et empêche ainsi les prix extrêmement élevés des médicaments.
- Les évaluations des traités antérieurs conclus par Bruxelles avec des pays tiers, tels que les accords de pêche avec les pays africains, seront rendues publiques.

Droits fondamentaux, culture et vie privée

Vie privée et liberté

Le Parti pour les Animaux défend la vie privée des citoyens. Nous faisons tous de plus en plus appel aux applications mobiles, aux médias sociaux et aux services de communication Over-The-Top (OTT) tels que WhatsApp, Skype et Facebook Messenger. Le Parti pour les Animaux demande à l'Europe de mieux garantir la confidentialité des utilisateurs de services (de communication) en ligne. En ce qui nous concerne, les données confidentielles des utilisateurs ne sont ni revendues ni utilisées à des fins commerciales. C'est une illusion de penser que l'on peut rendre une société plus sûre en privant les personnes de la vie privée. Nous voulons que l'Europe cesse de coopérer pour lutter contre les violations non autorisées de la vie privée.

- L'UE accélère l'adaptation des règles européennes en matière de confidentialité en ligne afin de garantir la confidentialité des utilisateurs de services OTT et d'autres services Internet.
- La collecte et le stockage de données provenant de citoyens et d'entreprises européens par des services de renseignement étrangers sont inacceptables. L'UE prendra des mesures pour mettre fin à ces violations de la vie privée dès que possible. Le bouclier de protection des données d'UE-États-Unis actuel est inadéquat et sera amélioré.
- L'UE protégera les données personnelles au plus haut niveau. Ce n'est que lorsqu'un soupçon spécifique est mis à l'épreuve par les tribunaux que la police, la justice et les services de renseignement peuvent demander des informations sur les citoyens aux entreprises. Les citoyens obtiennent un meilleur aperçu des données stockées à leur sujet et de meilleures possibilités d'être supprimés des systèmes de données. Les entreprises indiquent combien de fois elles ont dû divulguer des données au profit du pouvoir judiciaire.
- Il y aura une obligation de déclaration pour les violations de données. Les entreprises sont également tenues d'informer les citoyens concernés si leurs données sont divulguées. Les pirates découvrant les failles de sécurité bénéficieront d'une protection.
- Toute la politique européenne en matière d'interception, de collecte et de stockage des données des citoyens sera fortement révisée dans l'intérêt de la vie privée. Par exemple, l'obligation de conservation des données téléphoniques et Internet, le transfert des données des passagers vers les États-Unis, l'inspection des transactions bancaires européennes par les États-Unis et l'inclusion obligatoire des empreintes digitales dans les documents de voyage prendront fin.
- Les données d'utilisateur confidentielles ne seront ni revendues ni utilisées à des fins commerciales.
- Les nouvelles propositions politiques et législatives de l'UE seront évaluées quant à leur impact sur la vie privée. Lorsque ceux-ci affectent la protection de la vie privée, ils sont ajustés ou supprimés.
- Les citoyens ont le droit à un Internet gratuit sans filtres, blocages ou transmission de données par les fournisseurs. Nous voulons garantir la neutralité du Net par la loi.
- La cyber sécurité ne peut pas être réalisée en violant les droits fondamentaux. Les agences d'enquête ne sont pas autorisées à naviguer sur les ordinateurs sans motif sérieux, qui doit d'abord être examiné par le juge.
- Les coordonnées bancaires et de paiement des citoyens sont confidentielles et doivent le rester. La partie 'accès des tiers aux comptes de paiement' de la nouvelle directive sur les services de paiement (PSD2) sera supprimée.
- Les services infonuagiques provenant de grands services Internet doivent être stockés physiquement dans l'UE plutôt que dans des pays tiers.
- Le Parti pour les Animaux préconise la prudence dans notre traitement général des champs électromagnétiques. Beaucoup de choses ne sont pas encore claires sur les risques possibles de la 5G. Avant que les réseaux 5G ne soient déployés, il faut étudier les conséquences possibles. Les tests sur les animaux sont explicitement exclus.

Presse libre, culture et science

La presse libre, les arts et la science indépendante constituent un enrichissement indispensable de la vie des gens : ils stimulent la réflexion, approfondissent nos connaissances et notre compréhension, suscitent des émotions, stimulent la créativité, bougent ou perturbent.

Ils sont essentiels pour une société démocratique. Le Parti pour les Animaux demande à l'Union européenne de ne pas faire obstacle à sa libre pratique, mais plutôt de la promouvoir depuis la plateforme qu'elle remplit.

- L'UE combat les concentrations de pouvoir et les conflits d'intérêts entre les médias et la politique. Elle s'engage à libérer la presse et à protéger les sources légales des journalistes.
- Le Parti pour les Animaux veut adapter le droit d'auteur et le droit des contrats de droit d'auteur afin de renforcer la position des fabricants et d'accroître la liberté d'information. Cela ne devrait pas se faire aux dépens d'un Internet gratuit. Le Parti pour les Animaux ne veut pas de 'taxe de lien' et s'oppose à la mise en place d'un filtre de téléchargement obligatoire.
- L'UE encourage la diffusion et l'accessibilité de la littérature en investissant dans la traduction et le passage au numérique.
- L'UE aide les États membres à protéger leur patrimoine culturel.
- Les publications scientifiques devraient être librement accessibles autant que possible.
- L'échange de scientifiques et d'étudiants mérite d'être stimulé, notamment par l'extension du système de bourses Erasmus.

Égalité des chances pour tous

L'Union européenne défend l'égalité des droits de tous les citoyens de ses États membres. La discrimination est inacceptable, quelle qu'en soit la raison. Nous sommes préoccupés par la libre entrée des travailleurs migrants. Cela rend les travailleurs des nouveaux États membres vulnérables et crée une spirale de problèmes qui peuvent difficilement être résolus. Afin de prévenir l'exploitation et les déplacements, nous préconisons une réglementation de la migration de travail.

- Les pays de l'UE luttent contre toutes les formes de discrimination fondée sur l'appartenance ethnique, le sexe, la persuasion ou l'orientation.
- Les États membres européens sont encouragés à reconnaître le statut matrimonial de leurs résidents communs. Le fait que vous soyez marié à une personne du même sexe ne peut, dans aucun État membre, signifier que vous et votre partenaire subissez une discrimination.
- L'UE encourage l'élimination des différences entre les hommes et les femmes sur le marché du travail. Elle donne elle-même un bon exemple en assurant une meilleure représentation des femmes et des minorités aux plus hauts postes européens.
- Tous les États membres de l'UE doivent faire tout leur possible pour prévenir la discrimination à l'égard des personnes de sexe différent, d'orientation sexuelle et différenciée selon le sexe (LGBTIQA +).
- La libre entrée des travailleurs migrants en provenance de pays tels que la Pologne a entraîné une exploitation de la main-d'œuvre, des déplacements sur le marché du travail et des problèmes sur le marché du logement. Ces problèmes sapent également la solidarité entre les citoyens européens. Pour prévenir d'autres problèmes, nous préconisons de réglementer l'entrée de travailleurs migrants en provenance de nouveaux États membres tels que la Roumanie, la Bulgarie et la Croatie.
- L'Europe promeut l'égalité des droits des personnes handicapées. L'accès aux installations et établissements publics, ainsi qu'aux transports, devrait être une évidence, même pour les personnes dépendantes d'un chien d'assistance à cause de leur handicap.